



Comité du commerce et de l'environnement

BASE DE DONNÉES SUR L'ENVIRONNEMENT POUR 2012

NOTE DU SECRÉTARIAT¹

1. La base de données sur l'environnement (BDE) de l'OMC pour 2012 contient des renseignements sur: i) les mesures nationales liées à l'environnement notifiées au titre des Accords de l'OMC (section 1); ii) les dispositions des accords commerciaux régionaux (ACR) notifiés relatives à l'environnement (section 2); et iii) les mesures ou programmes nationaux liés à l'environnement mentionnés dans les examens des politiques commerciales (EPC) effectués en 2012 (section 3).²

2. Afin de faciliter l'utilisation des renseignements de la BDE, celle-ci est désormais distribuée en deux parties: le présent document, qui contient une brève description et une analyse générale des notifications et EPC liés à l'environnement, et le document WT/CTE/EDB/12/Add.1, distribué exclusivement en format électronique, qui présente les données fondamentales utilisées aux fins de l'analyse.³

3. Les données de la BDE présentées sous forme électronique dans le document WT/CTE/EDB/12/Add.1 permettent aux utilisateurs d'effectuer des recherches dans tous les renseignements relatifs à l'environnement contenus dans la BDE selon des critères donnés, par exemple par Membre, accord, type de mesure, produit, activité ou objectif environnemental. Le fichier électronique est divisé en deux principales feuilles de calcul: l'une consacrée aux notifications ("Notifications"), dans laquelle sont énumérées toutes les notifications liées à l'environnement, et l'autre consacrée aux EPC ("TPRs"), qui présente les renseignements liés à l'environnement figurant dans les EPC. En outre, une troisième feuille de calcul, intitulée "Summary" (Récapitulatif), permet aux utilisateurs d'extraire des tableaux et graphiques récapitulatifs prédéfinis.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

² Pour rappel, la BDE a été établie pour donner suite à une recommandation formulée dans le rapport du Comité du commerce et de l'environnement (CCE) de 1996 à la Conférence ministérielle de Singapour, demandant que le Secrétariat regroupe et mette à jour chaque année toutes les notifications relatives à l'environnement présentées à l'OMC (voir le document WT/CTE/1); elle a été mise en place en 1998 (voir le document WT/CTE/3). La liste des mots clés figure dans l'annexe I du présent document et la liste des abréviations dans l'annexe VI. Voir aussi les documents suivants, qui contiennent des renseignements sur les mots clés: WT/CTE/W/46, WT/CTE/W/78 et WT/CTE/W/102.

Les précédentes bases de données sur l'environnement ont fait l'objet des documents suivants: BDE 1996, document WT/CTE/W/46, BDE 1997, document WT/CTE/W/77, BDE 1998, document WT/CTE/W/118, BDE 1999, document WT/CTE/W/143, BDE 2000, document WT/CTE/W/195, BDE 2001, document WT/CTE/EDB/1, BDE 2002, document WT/CTE/EDB/2, BDE 2003, document WT/CTE/EDB/3, BDE 2004, document WT/CTE/EDB/4, BDE 2005, document WT/CTE/EDB/5, BDE 2006, document WT/CTE/EDB/6, BDE 2007, document WT/CTE/EDB/7, BDE 2008, document WT/CTE/EDB/8, BDE 2009, document WT/CTE/EDB/9 et WT/CTE/EDB/9/Add.1, BDE 2010, document WT/CTE/EDB/10 et WT/CTE/EDB/10/Add.1, et BDE 2011, document WT/CTE/EDB/11 et WT/CTE/EDB/11/Add.1.

³ L'annexe VII contient le guide de l'utilisateur de la BDE électronique.

TABLE DES MATIÈRES

1 NOTIFICATIONS CONCERNANT LES MESURES NATIONALES	4
1.1 Mesures réglementaires.....	7
1.1.1 Dispositions en matière de restrictions quantitatives (RQ).....	7
1.1.2 Accord sur les procédures de licences d'importation (PLI)	9
1.1.3 Accord sur les sauvegardes	11
1.1.4 Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC)	11
1.1.5 Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS)	13
1.2 Mesures de soutien.....	15
1.2.1 Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC)	15
1.2.2 Accord sur l'agriculture	17
1.2.3 Accord plurilatéral sur les marchés publics (AMP)	19
1.3 Autres mesures	20
1.3.1 Accord général sur le commerce des services (AGCS).....	20
1.3.2 Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)	21
1.3.3 Accord sur l'évaluation en douane	21
1.3.4 Accord sur le commerce d'État.....	23
2 NOTIFICATIONS D'ACCORDS COMMERCIAUX	23
2.1.1 Accords commerciaux régionaux (ACR), y compris le Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994.....	23
3 RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LES EXAMENS DES POLITIQUES COMMERCIALES	24
4 ANNEXES	27
Annexe I: Mots clés liés à l'environnement convenus par les Membres en 1999.....	27
Annexe II: Nombre de notifications relatives à l'environnement (2003-2012)	28
Annexe III: Nombre de notifications et mesures liées à l'environnement (2012).....	29
Annexe IV: Fréquence des mots clés dans les notifications en 2012.....	30
Annexe V: Fréquence des mots clés dans les EPC en 2012	31
Annexe VI: Abréviations	32
Annexe VII: Guide de l'utilisateur de la BDE électronique.....	33
A. Quels types de renseignements y a-t-il dans la BDE électronique?	33
A.1. Feuille de calcul "Notifications" (Notifications)	33
A.2. Feuille de calcul "TPRs" (EPC)	34
A.3. Feuille de calcul "Summary" (Récapitulatif)	34
B. Comment utiliser la BDE électronique?	34

TABLE DES GRAPHIQUES

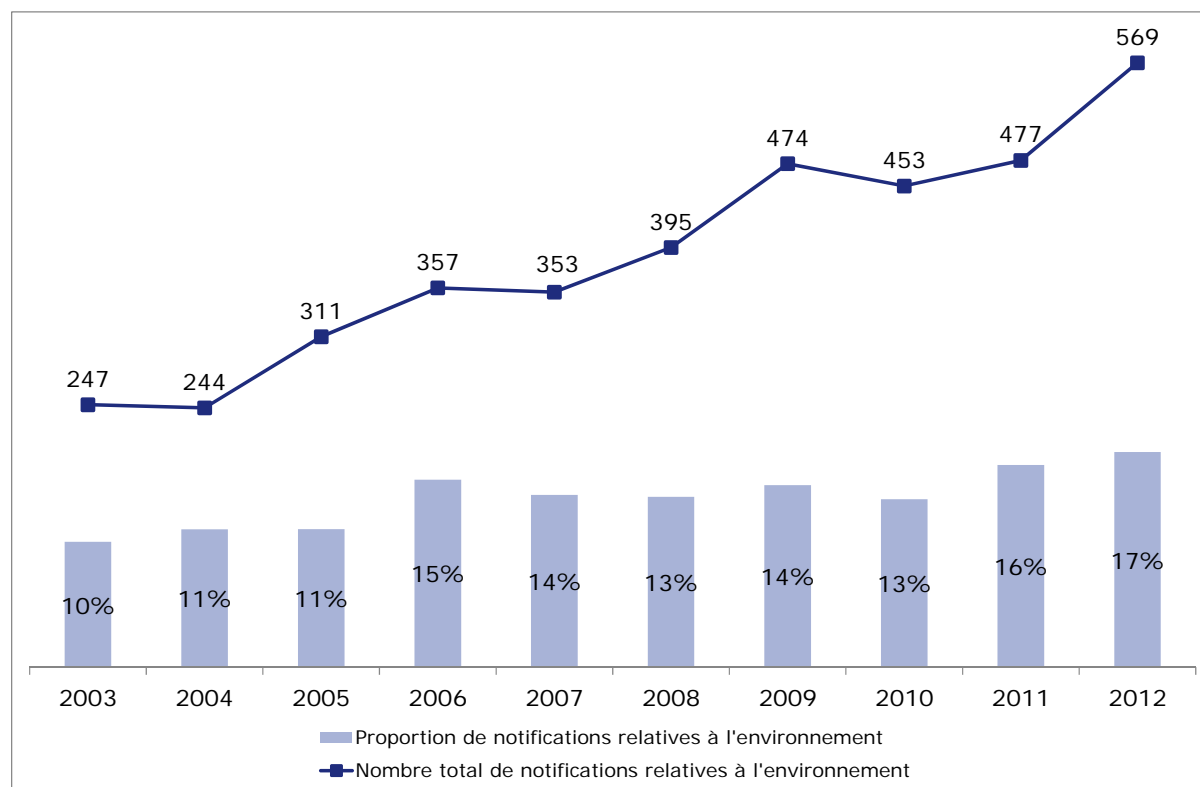
Graphique 1.1: Notifications relatives à l'environnement (2003-2012)	4
Graphique 1.2: Nombre de notifications relatives à l'environnement présentées au titre de certains accords (2003-2012)	5
Graphique 1.3: Notifications relatives à l'environnement présentées au titre des différents accords (2012)	6
Graphique 1.4: Types de notifications relatives à l'environnement (2012)	7
Graphique 1.5: Notifications concernant des RQ liées à l'environnement (2003-2012)	8
Graphique 1.6: Types de notifications concernant des restrictions quantitatives liées à l'environnement (2012)	9
Graphique 1.7: Notifications concernant les PLI liées à l'environnement (2003-2012)	10
Graphique 1.8: Types de notifications concernant les PLI liées à l'environnement (2012)	10
Graphique 1.9: Notifications concernant les sauvegardes liées à l'environnement (2003-2012)	11
Graphique 1.10: Notifications OTC liées à l'environnement (2003-2012)	12
Graphique 1.11: Types de notifications OTC liées à l'environnement (2012)	13
Graphique 1.12: Notifications SPS liées à l'environnement (2003-2012)	14
Graphique 1.13: Types de notifications SPS liées à l'environnement (2012)	15
Graphique 1.14: Notifications SMC liées à l'environnement (2003-2012)	16
Graphique 1.15: Types de notifications SMC liées à l'environnement (2012)	17
Graphique 1.16: Notifications concernant l'agriculture relatives à l'environnement (2003-2012)	18
Graphique 1.17: Types de notifications concernant l'agriculture relatives à l'environnement (2012)	19
Graphique 1.18: Notifications au titre de l'AMP relatives à l'environnement (2003-2012)	20
Graphique 1.19: Notifications au titre de l'AGCS relatives à l'environnement (2003-2012)	21
Graphique 1.20: Notifications au titre de l'Accord sur les ADPIC relatives à l'environnement (2003-2012)	22
Graphique 1.21: Notifications au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane relatives à l'environnement (2003-2012)	22
Graphique 1.22: Notifications concernant le commerce d'État relatives à l'environnement (2003-2012)	23
Graphique 2.1: Notifications d'ACR relatives à l'environnement (2003-2012)	24
Graphique 3.1: Mesures, dispositions et programmes relatifs à l'environnement mentionnés dans les EPC (2012)	25
Graphique 3.2: Types de mesures liées à l'environnement mentionnés dans les EPC (2012)	25
Graphique 3.3: Secteurs concernés par des mesures liées à l'environnement mentionnées dans les EPC (2012)	26
Graphique 4.1: Fonction de recherche	36

1 NOTIFICATIONS CONCERNANT LES MESURES NATIONALES

1.1. Le présent document contient une description et une analyse générales des notifications présentées au titre des Accords pertinents de l'OMC au sujet des mesures dont l'objectif est lié à l'environnement. La compilation de ces notifications est le résultat de travaux de recherche portant sur 3 374 documents présentés par les Membres en 2012 au titre des Accords et dispositions de l'OMC suivants: Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC); Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS); Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC); Accord sur l'agriculture; Accord antidumping; Accord sur les procédures de licences d'importation (PLI); Accord sur les sauvegardes; Accord sur l'évaluation en douane; article XVII du GATT sur les entreprises commerciales d'État; accords commerciaux régionaux (ACR), y compris le Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994; Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC); Accord général sur le commerce des services (AGCS); Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives (RQ); Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC); Mémoire d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements; Accord sur l'inspection avant expédition; Accord sur les règles d'origine; Accord sur les marchés publics (AMP); Accord sur les technologies de l'information (ATI); et autres notifications, notamment les mesures notifiées au Comité du commerce et du développement (CCD).

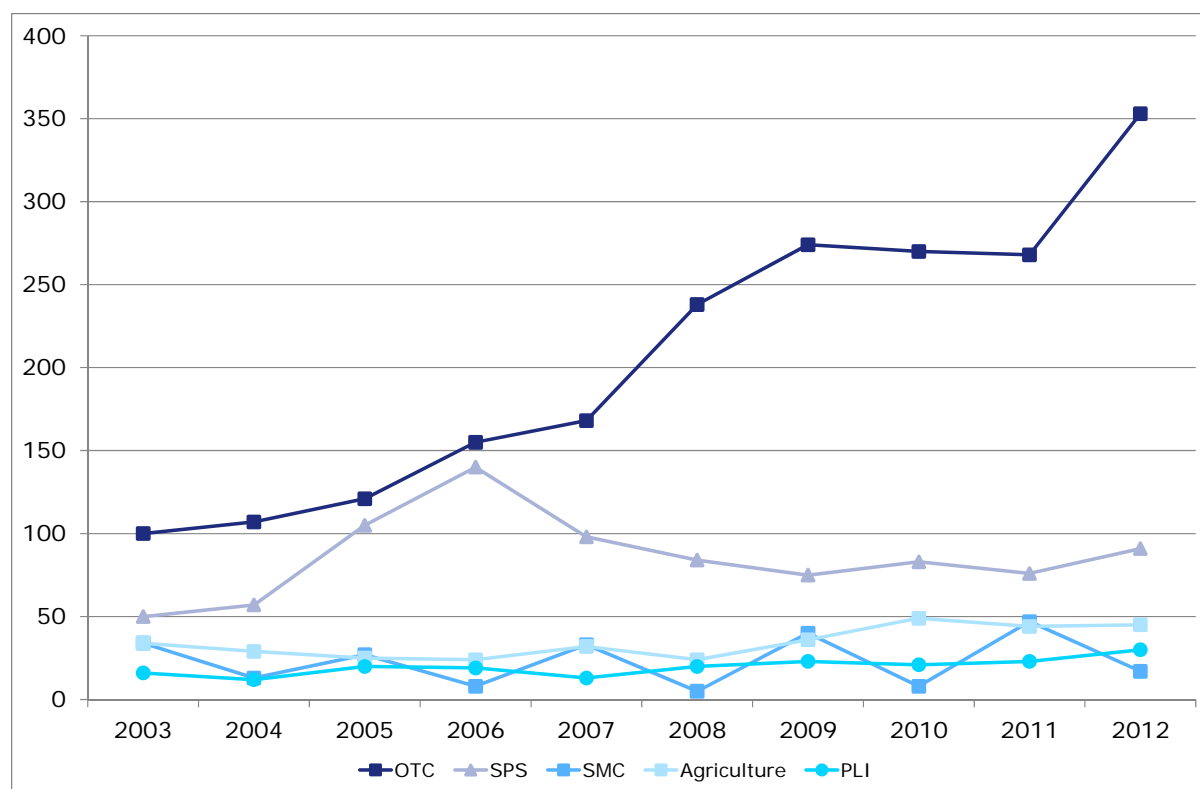
1.2. Les notifications relatives à l'environnement peuvent, en gros, être classées en deux catégories. La première comprend les notifications qui citent la protection de l'environnement comme principal objectif de la mesure notifiée. La seconde catégorie comprend les notifications qui n'ont pas pour principal objectif la protection de l'environnement, mais qui contiennent des éléments liés à l'environnement. Dans les deux catégories, il n'est fait référence qu'à l'objectif environnemental de la mesure. De plus, certaines notifications doivent être présentées pour chaque mesure (par exemple la plupart des notifications au titre des Accords OTC et SPS); d'autres concernent diverses mesures présentées dans un document unique de type rapport (par exemple au titre de l'Accord SMC et de l'Accord sur l'agriculture). Dans ce dernier cas, les diverses mesures sont indiquées séparément. De plus, il peut arriver que plusieurs notifications se rapportent à la même mesure liée à l'environnement.

Graphique 1.1: Notifications relatives à l'environnement (2003-2012)



1.3. En 2012, sur les 3 374 notifications⁴ présentées, 16,9% avaient trait à l'environnement (569 notifications relatives à l'environnement portant au total sur 963 mesures liées à l'environnement). Après une augmentation notable du nombre de notifications de mesures liées à l'environnement présentées à l'OMC au fil des ans (569 notifications en 2012, contre 165 en 1997), leur proportion est restée assez stable ces 6 dernières années (13% à 17%). La part moyenne des notifications liées à l'environnement entre 1997 et 2012 est de 12%, ce qui représente en moyenne 322 notifications liées à l'environnement présentées chaque année (voir l'annexe II). Le nombre de mesures liées à l'environnement visées par les notifications a fléchi, baissant de 1 175 mesures liées à l'environnement en 2011 à 963 mesures en 2012, soit une diminution de 18% (voir l'annexe III sur le nombre de notifications et mesures liées à l'environnement).

Graphique 1.2: Nombre de notifications relatives à l'environnement présentées au titre de certains accords (2003-2012)



1.4. Comme en 2011, les mots clés le plus fréquemment associés aux 569 notifications relatives à l'environnement sont les suivants: "environnement" (figurant dans 60% des notifications), "énergie" (25%) et "bio" (16%). Parmi les autres mots clés mentionnés fréquemment, on peut citer "espèces" (15%) et "conserv(ation)" (14%) (voir l'annexe IV relative à la fréquence des mots clés dans les notifications).

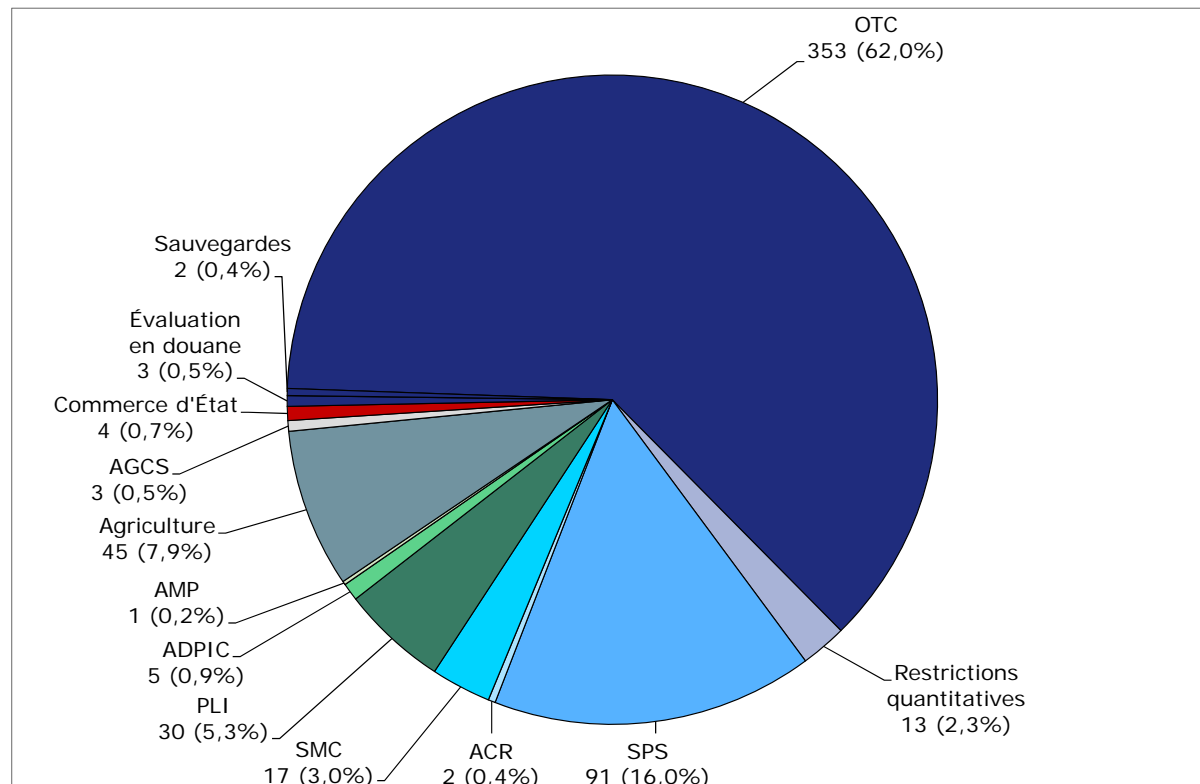
1.5. Comme les années précédentes depuis 2002, ce sont les Accords OTC et SPS qui ont fait l'objet du plus grand nombre de notifications relatives à l'environnement (353 et 91, respectivement), représentant, respectivement, 62% et 16% du total des notifications relatives à l'environnement présentées à l'OMC en 2012. Ce sont les notifications liées à l'environnement en rapport avec l'Accord OTC qui ont le plus augmenté en 2012, passant de 268 notifications liées à l'environnement en 2011 à 353 en 2012, soit un accroissement de 32%. Les notifications liées à l'environnement en rapport avec l'Accord sur les procédures de licences d'importation ont elles aussi augmenté, de 30%, passant de 23 notifications en 2011 à 30 en 2012.

1.6. Pour ce qui est des mesures relatives à l'environnement, c'est également pour l'Accord OTC qu'elles ont été les plus nombreuses, avec 353 mesures; venaient ensuite l'Accord sur l'agriculture

⁴ Ce nombre comprend les notifications ordinaires ainsi que les addenda, corrigenda et révisions, sauf pour ce qui est des notifications OTC et SPS (ordinaires).

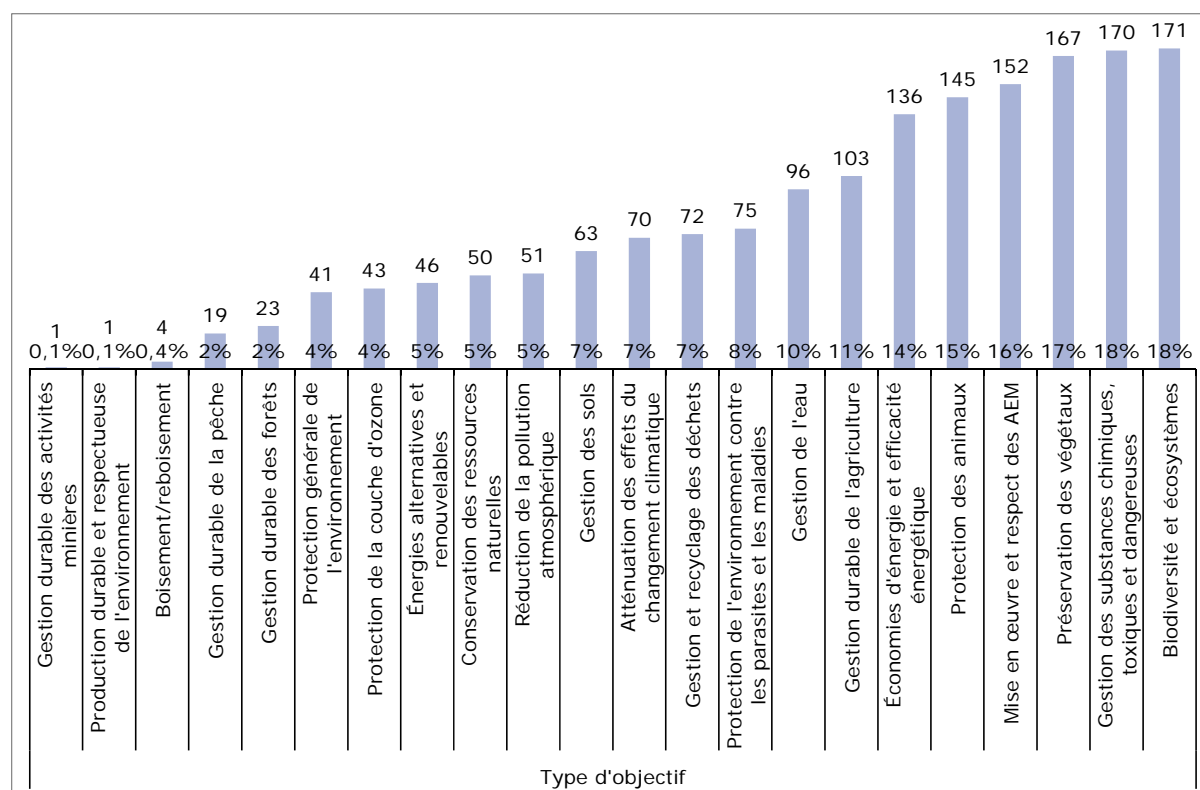
(221 mesures), la Décision du Conseil du commerce des marchandises sur les procédures de notification des restrictions quantitatives (112 mesures), l'Accord sur les procédures de licences d'importation (102 mesures) et l'Accord SPS (91 mesures) (voir l'annexe III).

Graphique 1.3: Notifications relatives à l'environnement présentées au titre des différents accords (2012)



1.7. Les 963 mesures mentionnées dans les 569 notifications abordaient un large éventail d'objectifs environnementaux, y compris la préservation de la biodiversité et des écosystèmes (18% de toutes les mesures relatives à l'environnement décrites dans les notifications), la gestion des substances chimiques et dangereuses (18%), la préservation des végétaux (17%) et la protection des animaux (15%), ainsi que la mise en œuvre et le respect des obligations au titre de divers accords environnementaux multilatéraux (AEM) (16%), tels que la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES), la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), le Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone (Protocole de Montréal), la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (Convention de Stockholm), la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international (Convention de Rotterdam) et la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination (Convention de Bâle).

1.8. Les autres objectifs environnementaux mentionnés comprenaient la promotion des économies d'énergie et de l'efficacité énergétique (14%), la gestion durable de l'agriculture (11%), la gestion de l'eau (10%), la protection de l'environnement contre les parasites et les maladies (8%), la gestion et le recyclage des déchets (7%), l'atténuation des effets du changement climatique (7%), la gestion des sols (7%), la réduction de la pollution atmosphérique (5%), la conservation des ressources naturelles (5%), les énergies alternatives et renouvelables (5%) et la protection de la couche d'ozone (4%).

Graphique 1.4: Types de notifications relatives à l'environnement (2012)⁵

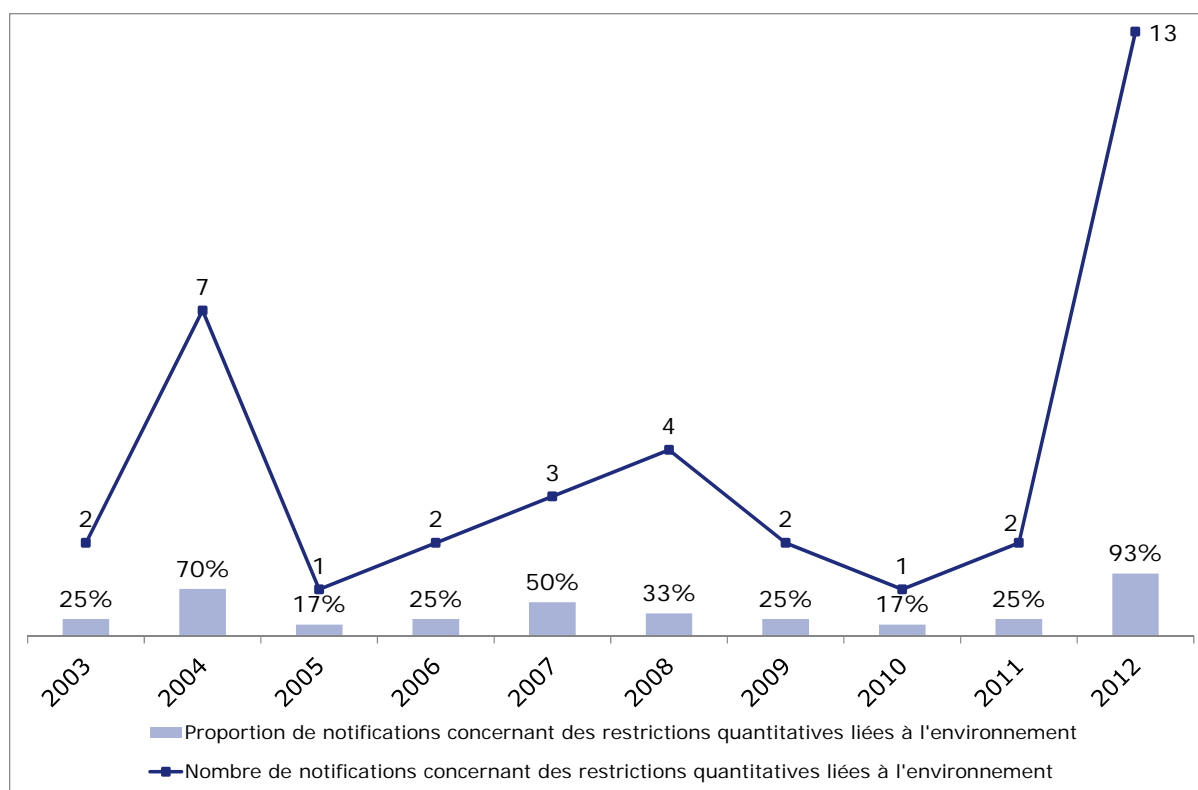
1.9. Soixante-dix-neuf Membres ont présenté des notifications de mesures relatives à l'environnement en 2012, l'Union européenne (58 notifications), les États-Unis (53), la Jordanie (29) et le Chili (25) venant en tête. Comme les années précédentes, l'Union européenne et les États-Unis sont les Membres qui ont présenté le plus grand nombre de notifications relatives à l'environnement.

1.1 Mesures réglementaires

1.1.1 Dispositions en matière de restrictions quantitatives (RQ)

1.10. En 2012, sur les 14 notifications présentées conformément à la Décision du Conseil du commerce des marchandises sur les procédures de notification des restrictions quantitatives, 13 portaient sur des questions environnementales (93% du total des notifications relatives à des restrictions quantitatives) et concernaient 112 mesures liées à l'environnement.

⁵ Plusieurs objectifs pouvant être mentionnés dans une notification, le total peut être supérieur à 100%.

Graphique 1.5: Notifications concernant des RQ liées à l'environnement (2003-2012)

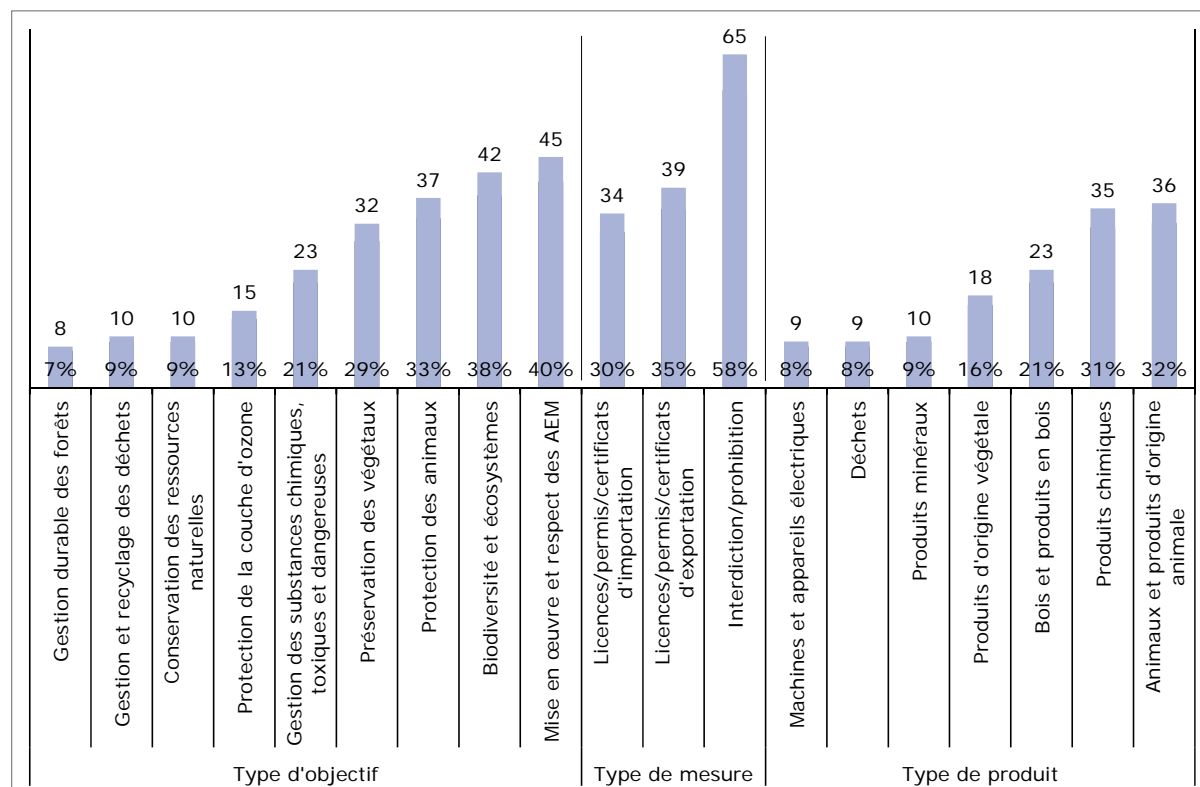
1.11. Les animaux et produits d'origine animale, comme les espèces menacées d'extinction répertoriées dans les annexes de la CITES, la légine antarctique et la légine australe, l'albacore et diverses espèces de cétacés, figuraient dans 32% des mesures liées à l'environnement décrites dans les notifications de RQ. Les autres produits visés incluaient les produits chimiques, comme les substances appauvrissant la couche d'ozone et les substances dangereuses (31%), le bois et les produits du bois (21%), les produits minéraux (9%), les machines et appareils électriques (8%) et les déchets (8%).

1.12. Des interdictions et prohibitions ont été citées dans 58% des mesures concernant des RQ liées à l'environnement en 2012. Parmi les autres types de mesures signalées figuraient les licences d'exportation (35%) et les licences d'importation (30%).

1.13. Le respect des obligations au titre de divers AEM, tels que la Convention sur la conservation de la faune et de la flore marines de l'Antarctique, la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique (CCNUCC), la CITES, la CIPV, le Protocole de Montréal, la Convention de Bâle, la Convention de Stockholm et la Convention de Rotterdam, était mentionné dans 40% de toutes les mesures notifiées liées à l'environnement concernant des RQ. Les autres objectifs environnementaux incluaient la préservation de la biodiversité et des écosystèmes (38%), la préservation des végétaux (29%), la gestion des produits chimiques (21%), la protection de la couche d'ozone (13%), la conservation des ressources naturelles (9%), la gestion des déchets (9%) et la gestion durable des forêts (7%).

1.14. Les pays en développement ont présenté 69% des notifications liées à l'environnement concernant des RQ, les pays développés en ont présenté 31% et les pays les moins avancés 13%.

Graphique 1.6: Types de notifications concernant des restrictions quantitatives liées à l'environnement (2012)⁶



1.1.2 Accord sur les procédures de licences d'importation (PLI)

1.15. En 2012, 30 (soit 35%) des 85 notifications⁷ présentées par les Membres au titre de l'Accord PLI étaient liées à l'environnement. Ces 30 notifications mentionnaient 102 mesures liées à l'environnement.⁸

1.16. Les produits chimiques, principalement les substances appauvrissant la couche d'ozone, les substances radioactives, les explosifs, les pesticides et les engrais, étaient cités dans 51% des mesures liées à l'environnement décrites dans les notifications concernant les PLI. Les autres produits visés par les PLI liées à l'environnement incluaient les animaux et produits d'origine animale (38%), les produits d'origine végétale (28%), le bois et les produits en bois (27%), les déchets (17%), les machines (5%) et les véhicules automobiles (5%).

1.17. En 2012, les licences d'importation et d'exportation représentaient, respectivement, 96% et 14% des PLI liées à l'environnement, et 19% de ces mesures notifiées se rapportaient à des interdictions/prohibitions.

1.18. Le respect des obligations au titre des AEM, tels que la CITES, la Convention de Bâle, la Convention de Stockholm, la Convention de Rotterdam et le Protocole de Montréal, était cité comme l'objectif environnemental de 61% des PLI liées à l'environnement. Parmi les autres objectifs environnementaux figuraient la préservation de la biodiversité (37%), la protection des animaux (36%), la gestion des substances chimiques et dangereuses (33%), la préservation des végétaux (31%), puis la gestion des déchets (20%), la protection de la couche d'ozone (18%) et la protection de l'environnement contre les parasites et les maladies (6%).

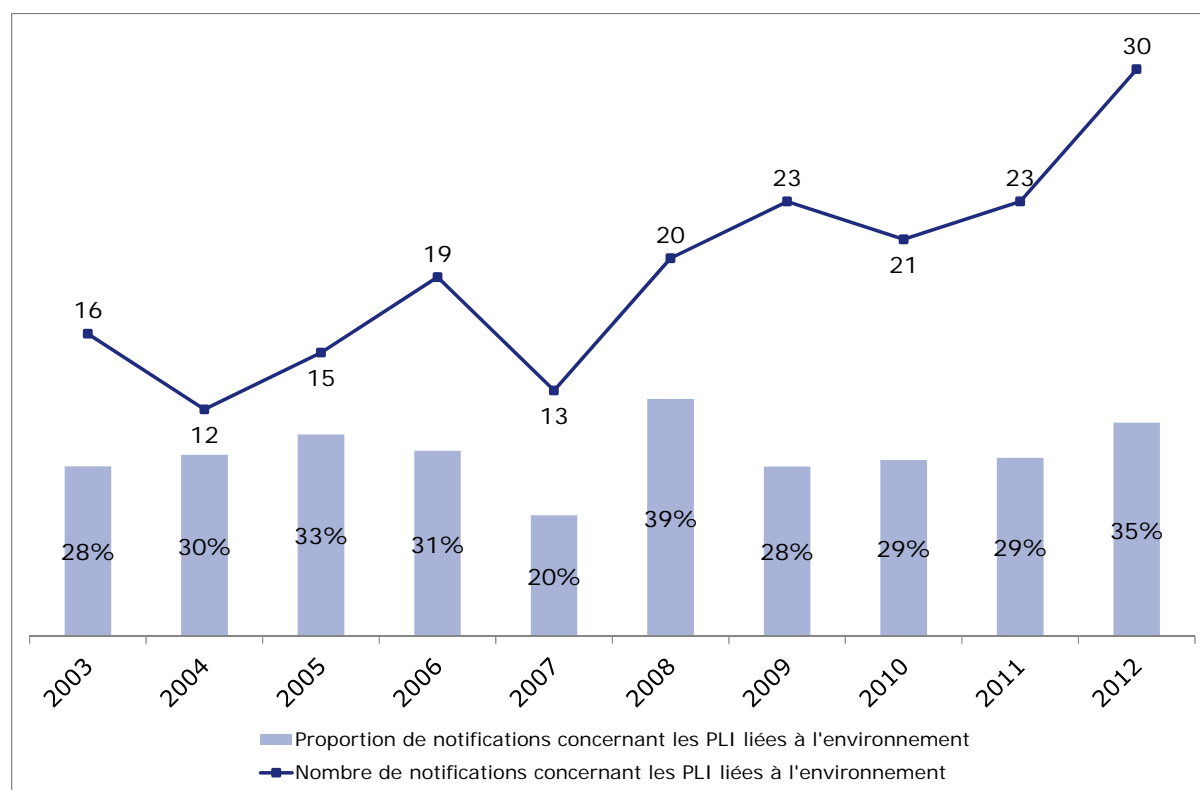
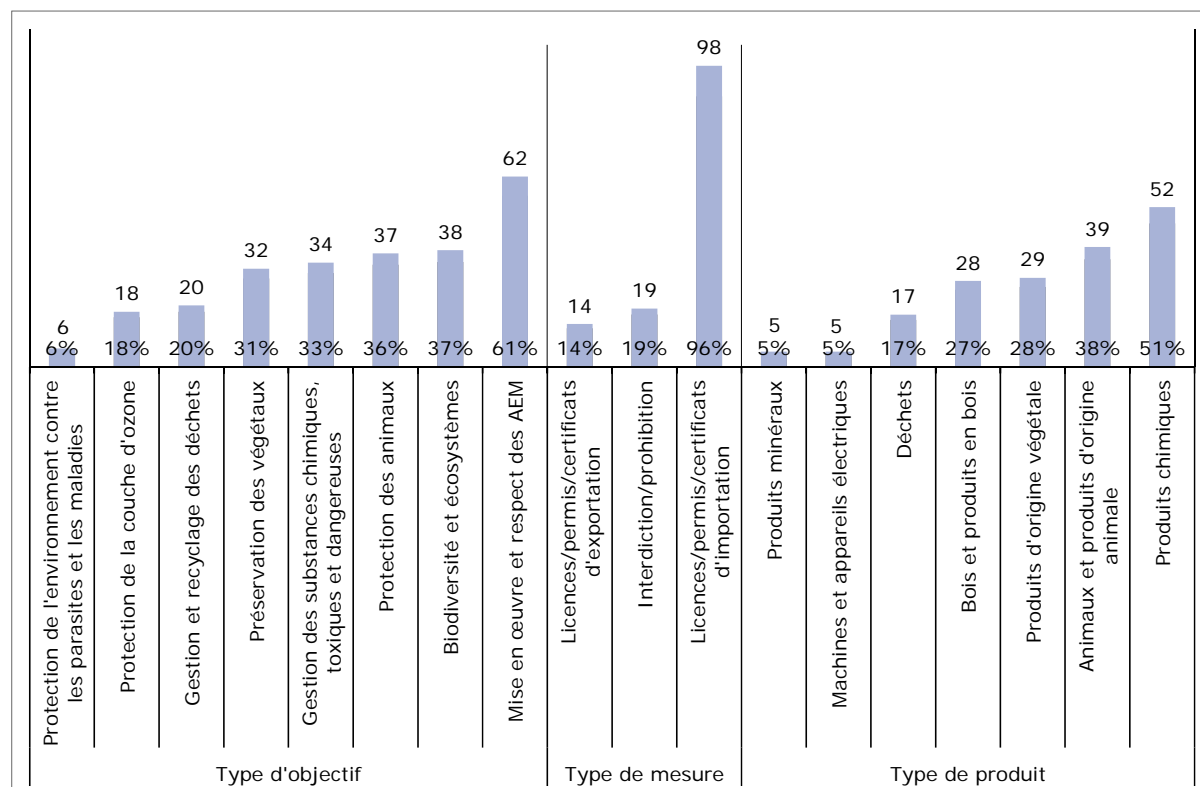
1.19. Les pays en développement ont présenté 60% des notifications concernant des PLI liées à l'environnement, les pays développés 27% et les pays les moins avancés 13%.

⁶ Plusieurs objectifs/mesures/produits pouvant être mentionnés dans une notification, le total peut être supérieur à 100%.

⁷ Ce nombre comprend les notifications ordinaires ainsi que les addenda, corrigenda et révisions.

⁸ La plupart des notifications concernant les PLI ont trait à plus d'une mesure.

Graphique 1.7: Notifications concernant les PLI liées à l'environnement (2003-2012)

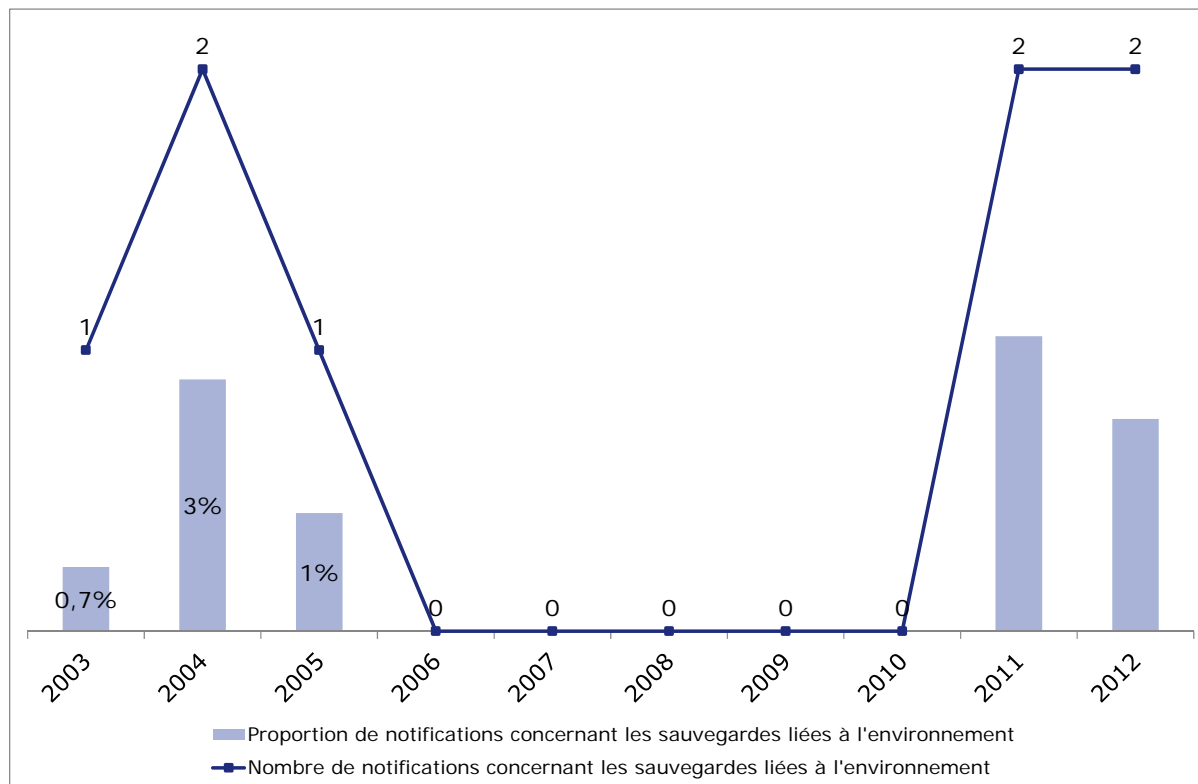
Graphique 1.8: Types de notifications concernant les PLI liées à l'environnement (2012)⁹

⁹ Plusieurs objectifs/mesures/produits pouvant être mentionnés dans une notification, le total peut être supérieur à 100%.

1.1.3 Accord sur les sauvegardes

1.20. En 2012, comme en 2011, deux notifications concernant des sauvegardes étaient liées à l'environnement (soit 2% des 89 notifications concernant les sauvegardes¹⁰ présentées en 2012). Elles se rapportaient à l'application par la Turquie de mesures spéciales visant à donner à la branche de production nationale d'allumettes la possibilité de réduire les coûts et d'améliorer l'efficacité énergétique par une transformation complète du système énergétique en optant pour le gaz naturel ainsi qu'en réduisant l'emploi de produits chimiques.

Graphique 1.9: Notifications concernant les sauvegardes liées à l'environnement (2003-2012)



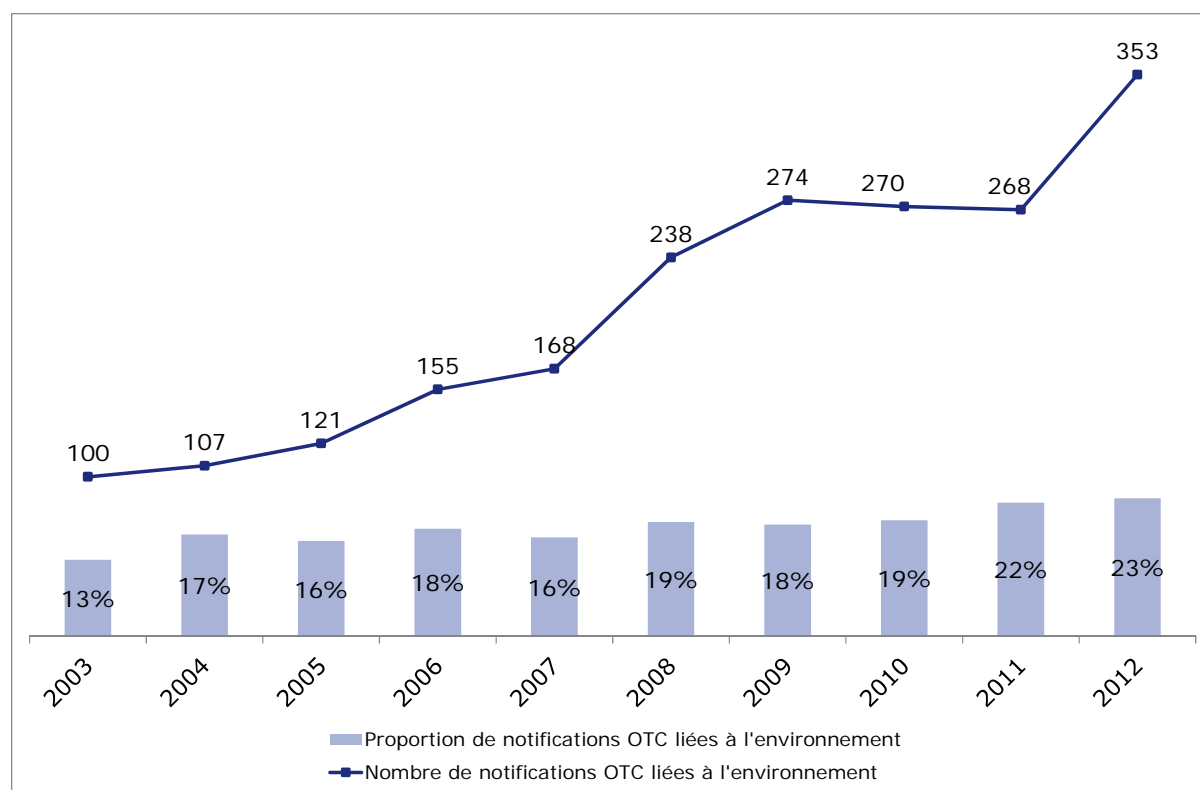
1.1.4 Accord sur les obstacles techniques au commerce (OTC)

1.21. En 2012, sur les 1 511 notifications ordinaires¹¹ présentées par les Membres au titre des articles 2 et 5 de l'Accord OTC, 353 (23%) citaient la protection de l'environnement comme objectif du règlement technique et/ou de la procédure d'évaluation de la conformité notifiés.

1.22. Bien que le nombre de notifications OTC liées à l'environnement ait augmenté considérablement par rapport à 2011, leur part dans le total des notifications OTC est restée constante, avec 22,0% en 2011 et 22,8% en 2012. En moyenne, la proportion de notifications OTC liées à l'environnement pour la période 1991-2012 est de 14,9%, ce qui représente 127 notifications OTC liées à l'environnement par an.

¹⁰ Ce nombre comprend les notifications ordinaires ainsi que les addenda, corrigenda et révisions.

¹¹ Ce nombre ne comprend que les notifications ordinaires et exclut les addenda, corrigenda et révisions, qui sont des documents de procédure n'apportant pas de renseignements de fond additionnels.

Graphique 1.10: Notifications OTC liées à l'environnement (2003-2012)¹²

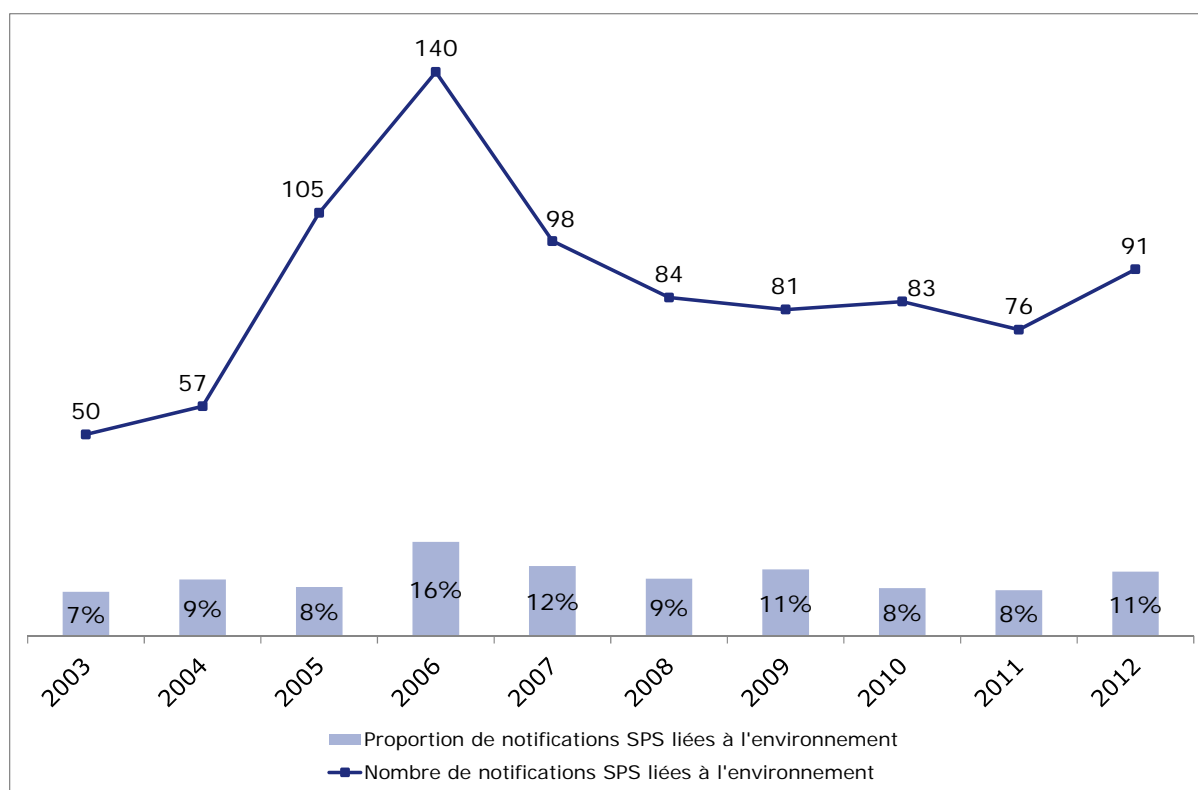
1.23. En 2012, 85% des notifications OTC liées à l'environnement concernaient des règlements techniques notifiés au titre de l'article 2 de l'Accord OTC, et 5% des procédures d'évaluation de la conformité notifiées au titre de l'article 5. Dans 7% des cas, les notifications se rapportaient à la fois à des règlements techniques et à des procédures d'évaluation de la conformité, et les 3% restants concernaient d'autres dispositions relatives à la transparence.

1.24. Les produits les plus fréquemment associés aux notifications OTC liées à l'environnement étaient les machines et appareils électriques, tels que les systèmes de chauffage, les piles et accumulateurs, les douches, les équipements audio/vidéo, les machines à laver et les lampes, cités dans 36% des notifications OTC liées à l'environnement. Les autres produits visés incluaient des produits chimiques tels que les substances toxiques, les explosifs, les engrais, les pesticides, les produits biocides et les cosmétiques (30%), les véhicules automobiles (8%), les produits d'origine animale (6%), les produits alimentaires (6%), les produits d'origine végétale (5%) et les produits minéraux (5%).

1.25. En 2012, les OTC liés à l'environnement consistaient principalement en spécifications techniques ou de qualité (mentionnées dans 55% des notifications OTC liées à l'environnement), en procédures d'évaluation et de certification de la conformité (38%), en normes de performance/d'efficacité (23%) et en prescriptions en matière d'étiquetage/d'emballage/de marquage (22%). Les autres mesures mentionnées étaient notamment des dispositions concernant l'harmonisation (18%), des spécifications concernant la manutention/la distribution (5%) et des prescriptions relatives à des prohibitions (5%).

1.26. Les économies d'énergie et l'efficacité énergétique étaient l'objectif environnemental le plus fréquemment cité (31% des notifications liées à l'environnement). Les autres objectifs environnementaux cités étaient la gestion des substances chimiques et dangereuses (29%), l'atténuation des effets du changement climatique (15%), la réduction de la pollution atmosphérique (10%), la protection de la biodiversité et des écosystèmes (10%), la gestion de l'eau (10%), la gestion et le recyclage des déchets (7%), la préservation des végétaux (6%) et les énergies alternatives et renouvelables (6%).

¹² Toute différence par rapport aux chiffres des BDE antérieures est due au fait que les addenda, corrigenda et révisions ne sont pas inclus ici.

Graphique 1.12: Notifications SPS liées à l'environnement (2003-2012)¹⁶

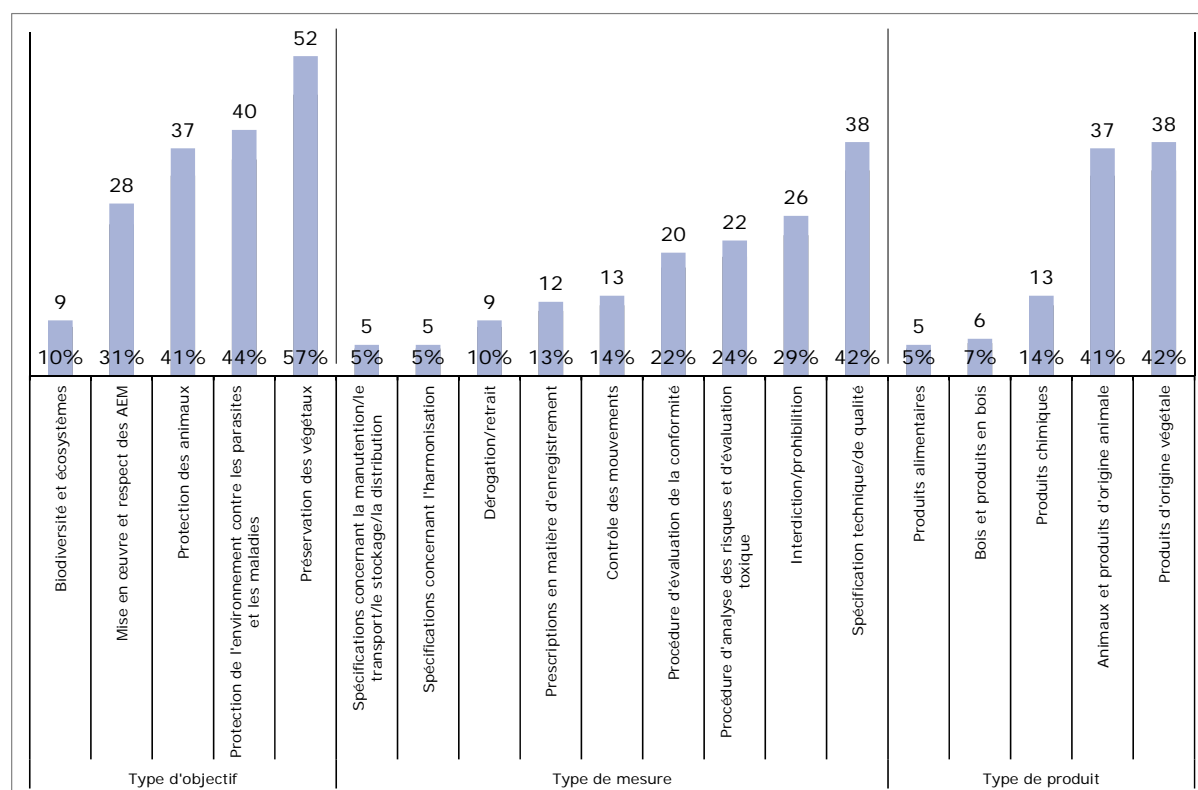
1.29. Les produits d'origine végétale tels que les semences, les végétaux destinés à la plantation, les fleurs, les fruits, le riz, les produits biologiques et les organismes modifiés étaient mentionnés dans 42% des notifications de mesures SPS liées à l'environnement présentées en 2012. Les autres produits mentionnés étaient notamment les animaux et produits d'origine animale (y compris les œufs et les oiseaux et poissons vivants), qui figuraient dans 41% des notifications, les produits chimiques tels que les pesticides (14%), le bois et les produits en bois (7%) et des produits alimentaires (5%).

1.30. Ces mesures SPS liées à l'environnement étaient principalement des spécifications techniques et de qualité (mentionnées dans 42% des notifications de mesures SPS liées à l'environnement), des interdictions et prohibitions (29%), des procédures d'analyse des risques et d'évaluation toxicologique (24%) et des procédures d'évaluation de la conformité (22%). Les autres formes de mesures SPS mentionnées consistaient en mesures pour le contrôle des mouvements (14%), en prescriptions en matière d'enregistrement (13%), en dérogations ou retraits de prescriptions SPS (10%), en dispositions concernant l'harmonisation (5%) et en spécifications concernant la manutention, le transport, le stockage ou la distribution (5%).

1.31. La préservation des végétaux et la protection de l'environnement contre les parasites et les maladies étaient citées dans 57% et 44%, respectivement, des notifications SPS liées à l'environnement. Les autres objectifs environnementaux cités étaient notamment la protection des animaux (41% des notifications), la mise en œuvre et le respect des AEM, et principalement de la Convention internationale pour la préservation des végétaux (31%), ainsi que la préservation de la biodiversité et des écosystèmes (10%).

1.32. Sur les 91 notifications SPS liées à l'environnement présentées en 2012, 79% l'ont été par des pays en développement. Les pays en ayant présenté le plus sont le Chili (14 notifications), les Philippines (9), le Nicaragua (6), la Nouvelle-Zélande (5), le Costa Rica (5), le Pérou (5) et l'Ukraine (6).

¹⁶ Toute différence par rapport aux chiffres des BDE antérieures est due au fait que les addenda, corrigenda et révisions ne sont pas inclus ici.

Graphique 1.13: Types de notifications SPS liées à l'environnement (2012)¹⁷

1.2 Mesures de soutien

1.2.1 Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (SMC)

1.33. En 2012, sur les 108 notifications¹⁸ présentées par les Membres au titre de l'Accord SMC, 17 (environ 16%) étaient liées à l'environnement, portant au total sur 58 mesures liées à l'environnement.¹⁹ Sur la période 1997-2012, le nombre de notifications SMC liées à l'environnement a varié entre 5 et 47, la moyenne annuelle étant de 25, soit 17,6% du total des notifications SMC.

1.34. En 2012, 41% des mesures mentionnées dans les notifications SMC liées à l'environnement concernaient le secteur de l'énergie. Les autres activités citées étaient notamment les industries manufacturières (36%), l'agriculture (17%), les services (17%), la recherche-développement (12%), la pêche (10%), l'administration publique (9%), la sylviculture (7%), la construction (5%) et les véhicules automobiles (5%).

1.35. Comme les années précédentes, les mesures notifiées ont principalement consisté en dons et versements directs, y compris des contributions assorties de conditions (78% des mesures SMC liées à l'environnement). Les autres formes de soutien consistaient en allègements fiscaux (17%) et en prêts (9%).

1.36. Outre la protection générale de l'environnement, la promotion des énergies alternatives et renouvelables et les économies d'énergie et l'efficacité énergétique faisaient partie des objectifs environnementaux les plus fréquemment mentionnés dans les notifications SMC liées à l'environnement présentées en 2012 (22% des mesures SMC liées à l'environnement, respectivement). Les autres objectifs environnementaux cités étaient, entre autres, la gestion de l'eau (17%), l'atténuation des effets du changement climatique (17%), la gestion et le recyclage

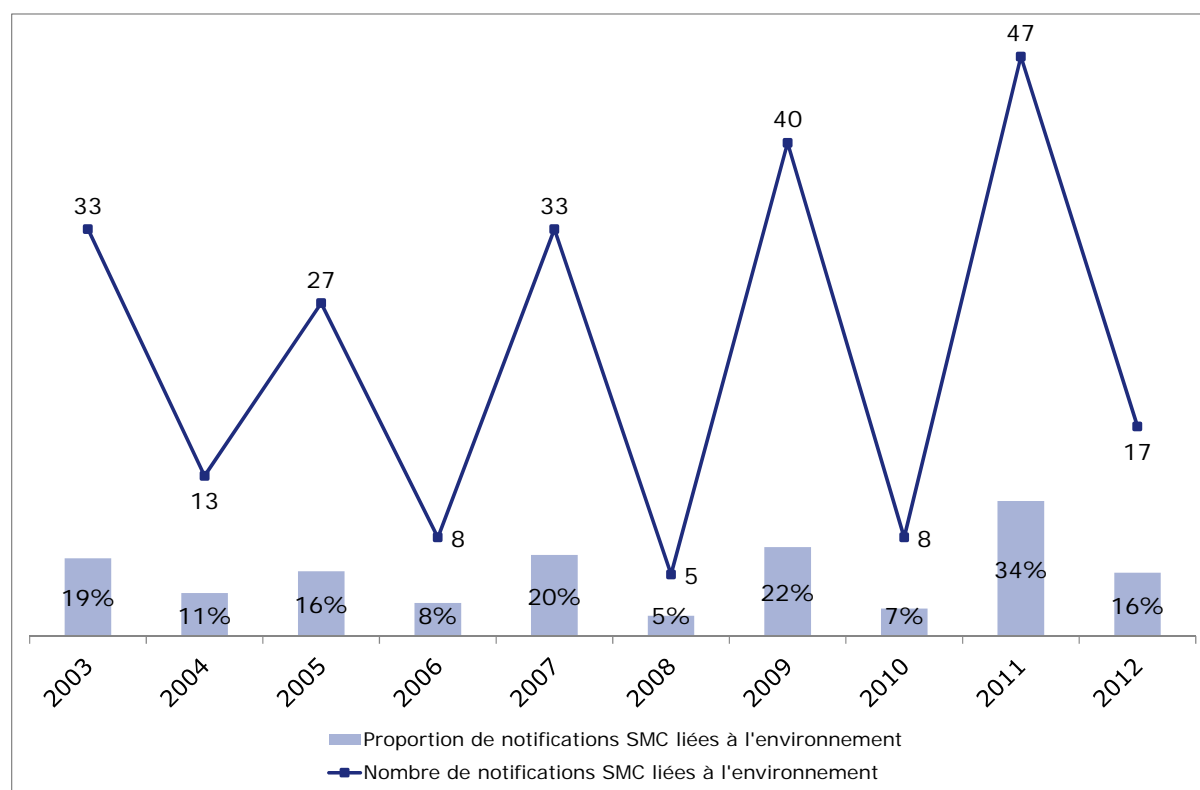
¹⁷ Plusieurs objectifs/mesures/produits pouvant être mentionnés dans une notification, le total peut être supérieur à 100%.

¹⁸ Ce nombre comprend les notifications ordinaires ainsi que les addenda, corrigenda et révisions.

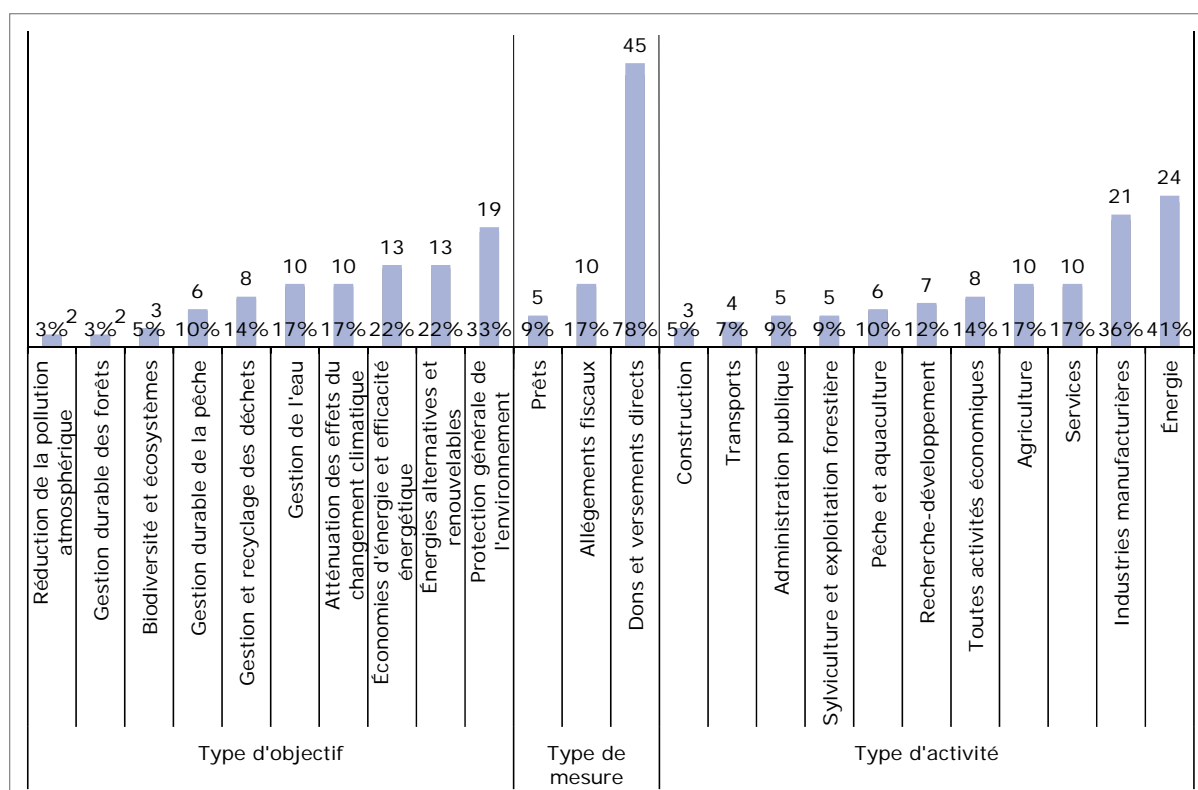
¹⁹ La plupart des notifications SMC portent sur plus d'une mesure.

des déchets (14%), la gestion durable de la pêche (10%) et la protection de la biodiversité et des écosystèmes (5%).

Graphique 1.14: Notifications SMC liées à l'environnement (2003-2012)



1.37. Sur les 17 notifications SMC liées à l'environnement présentées en 2012, 73% l'ont été par des pays en développement et 27% par des pays développés. L'Union européenne et le Pérou ont été les Membres qui ont soumis le plus grand nombre de notifications SMC liées à l'environnement, avec 3 notifications chacun.

Graphique 1.15: Types de notifications SMC liées à l'environnement (2012)²⁰

1.2.2 Accord sur l'agriculture

1.38. En 2012, sur les 203 notifications²¹ présentées par les Membres au titre de l'Accord sur l'agriculture, 45 (22%) avaient trait à l'environnement et portaient sur 221 mesures liées à l'environnement.²²

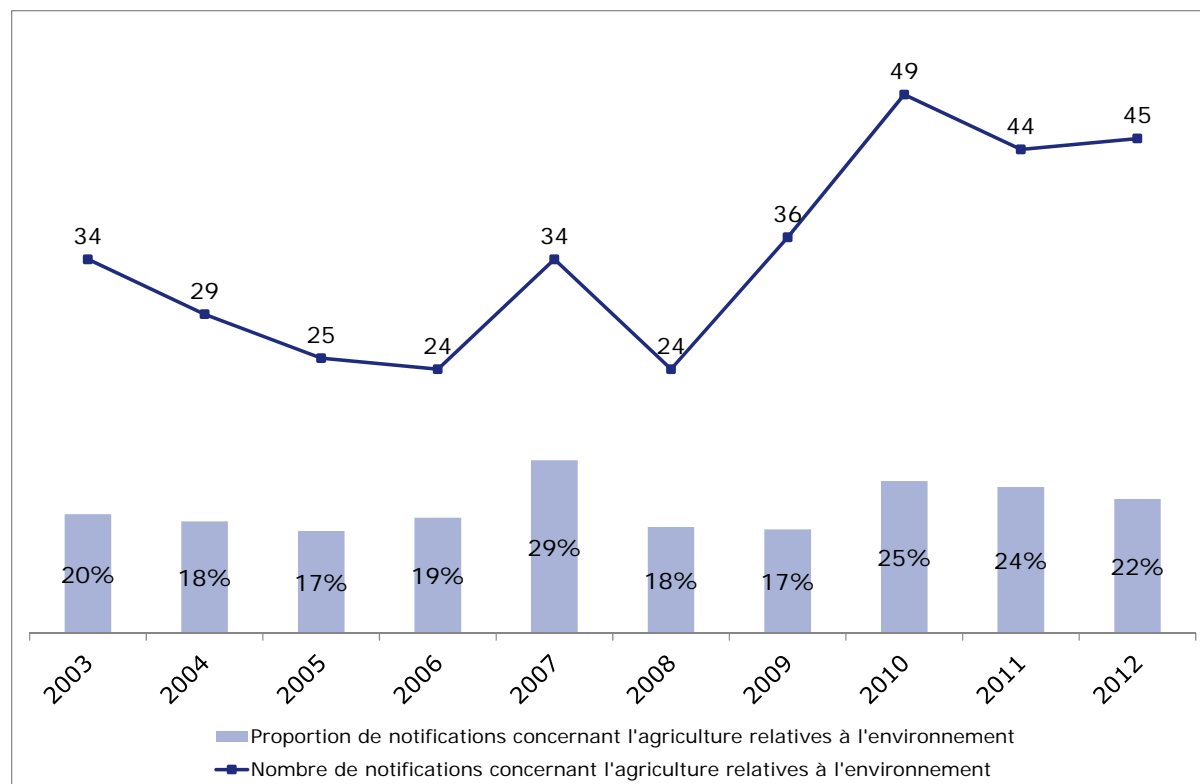
1.39. 80% des mesures liées à l'environnement ont été notifiées en tant que mesures de la catégorie verte, tandis que 14% l'ont été au titre de l'article 18:3 et portaient sur de nouvelles mesures de soutien interne et la modification de mesures existantes. Les 4% et 2% restants des mesures agricoles liées à l'environnement ont été notifiés, respectivement, au titre de l'article 16 relatif aux projets d'aide bilatérale destinés aux pays les moins avancés importateurs nets de produits alimentaires et au titre de l'article 6 sur les programmes de développement.

²⁰ Plusieurs objectifs/mesures/activités pouvant être mentionnés dans une notification, le total peut être supérieur à 100%.

²¹ Ce nombre comprend les notifications ordinaires ainsi que les addenda, corrigenda et révisions.

²² La plupart des notifications présentées au titre de l'Accord sur l'agriculture portent sur plus d'une mesure.

Graphique 1.16: Notifications concernant l'agriculture relatives à l'environnement (2003-2012)



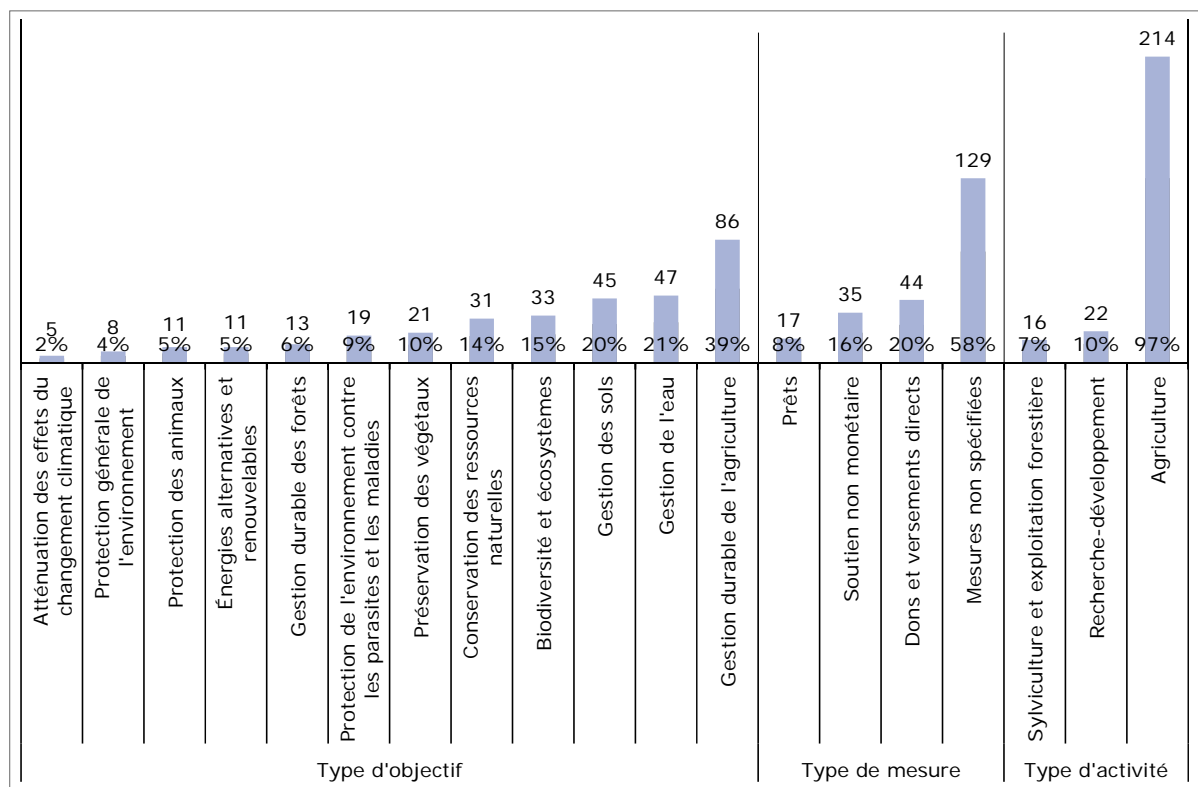
1.40. Outre l'agriculture, mentionnée dans 97% des notifications relatives à l'environnement, il a été fait référence à plusieurs autres activités, notamment la recherche-développement (10%) et la sylviculture (8%).

1.41. Le soutien interne spécifié dans les notifications relatives à l'environnement au titre de l'Accord sur l'agriculture consistait surtout en dons et versements directs (20%), en formes de soutien non monétaire, tels que les services de formation et de conseil et les programmes de recherche (16%) et en prêts (8%).

1.42. La gestion durable de l'agriculture était mentionnée explicitement dans 39% des notifications de mesures liées à l'environnement présentées en 2012. Les autres objectifs cités étaient notamment la conservation de l'eau (21%) et des sols (20%), la préservation de la biodiversité (15%), des ressources naturelles (14%) et des végétaux (10%), la protection de l'environnement contre les maladies (9%), la gestion durable des forêts (6%), la promotion des énergies alternatives et renouvelables (5%), la protection des animaux et l'atténuation des effets du changement climatique (2%).

1.43. En 2012, 38% des notifications relatives à l'environnement au titre de l'Accord sur l'agriculture ont été présentées par des pays développés, et 62% par des pays en développement. Si l'Union européenne (6 notifications), le Honduras (3), le Panama (3) et le Costa Rica (3) ont été les Membres qui ont présenté le plus grand nombre de notifications relatives à l'environnement au titre de l'Accord sur l'agriculture, les notifications présentées par le Canada (2), le Costa Rica et les États-Unis (2) portaient sur le plus grand nombre de programmes liés à l'environnement, avec, respectivement, 27, 23 et 20 mesures.

Graphique 1.17: Types de notifications concernant l'agriculture relatives à l'environnement (2012)²³

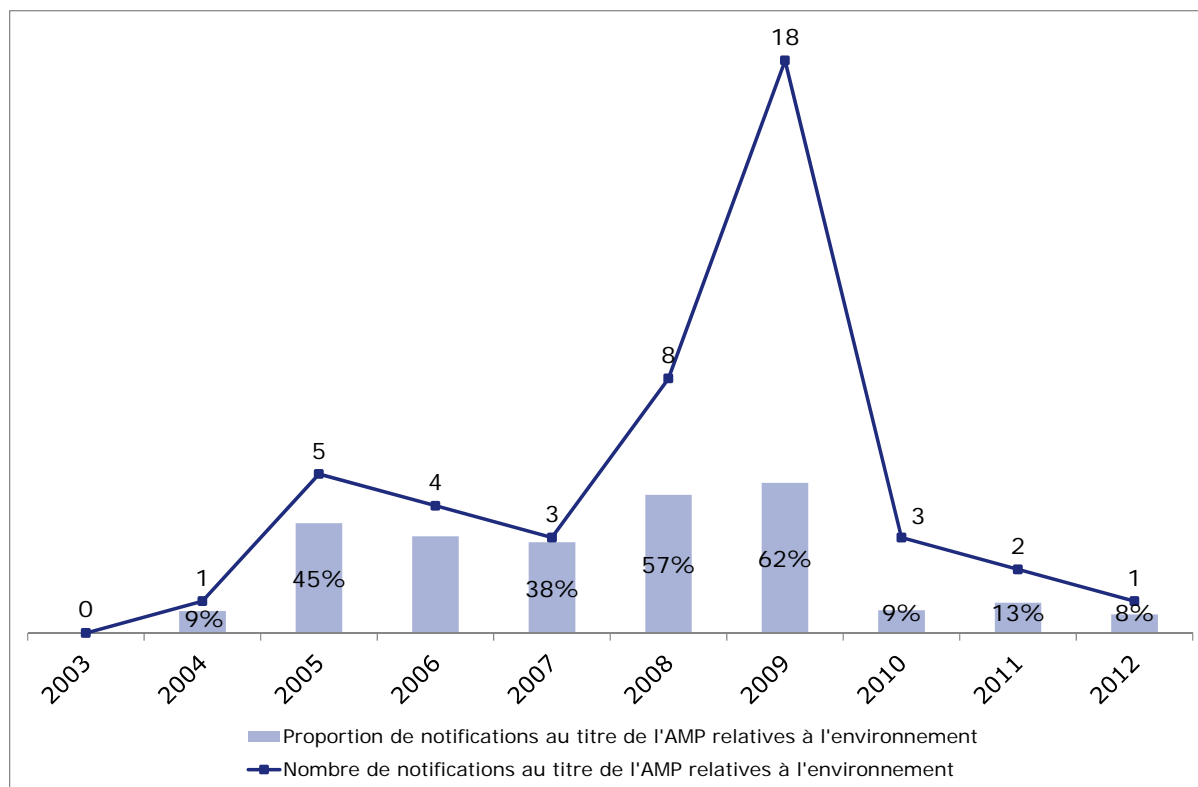


1.2.3 Accord plurilatéral sur les marchés publics (AMP)

1.44. Sur les 13 notifications²⁴ présentées en 2012 au titre de l'Accord sur les marchés publics, l'une, présentée par le Japon, concernait une politique encourageant l'achat de biens respectueux de l'environnement pour accroître l'efficacité énergétique et favoriser l'utilisation rationnelle de l'énergie, l'utilisation de l'énergie solaire, la gestion des produits chimiques dangereux, la gestion et le recyclage des déchets, la conservation de l'eau et la réduction des composés organiques volatils, entre autres objectifs liés à l'environnement.

²³ Plusieurs objectifs/mesures/activités pouvant être mentionnés dans une notification, le total peut être supérieur à 100%.

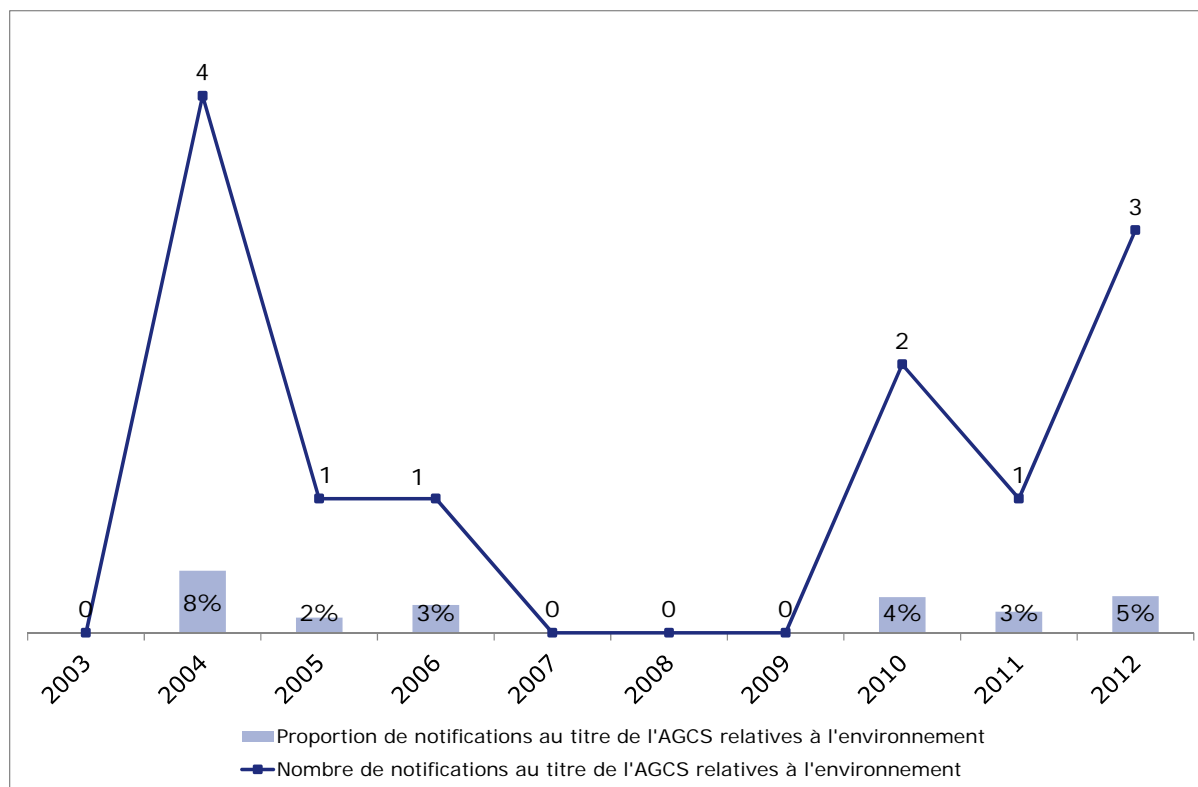
²⁴ Ce nombre comprend les notifications ordinaires ainsi que les addenda, corrigenda et révisions.

Graphique 1.18: Notifications au titre de l'AMP relatives à l'environnement (2003-2012)

1.3 Autres mesures

1.3.1 Accord général sur le commerce des services (AGCS)

1.45. Sur les 66 notifications présentées en 2012 au titre de l'AGCS, 3 (5%) traitaient de questions relatives à l'environnement. Hong Kong, Chine a présenté une notification concernant, entre autres choses, les prescriptions en matière d'enregistrement imposées aux navires de pêche locaux afin de préserver les ressources marines et halieutiques. Les deux autres notifications, présentées par la Thaïlande, mentionnaient des règlements relatifs aux permis autorisant l'élevage d'animaux sauvages protégés, ainsi que des règles relatives au tournage de films cinématographiques dans les parcs nationaux, qui visent à assurer la protection des animaux sauvages.

Graphique 1.19: Notifications au titre de l'AGCS relatives à l'environnement (2003-2012)

1.3.2 Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC)

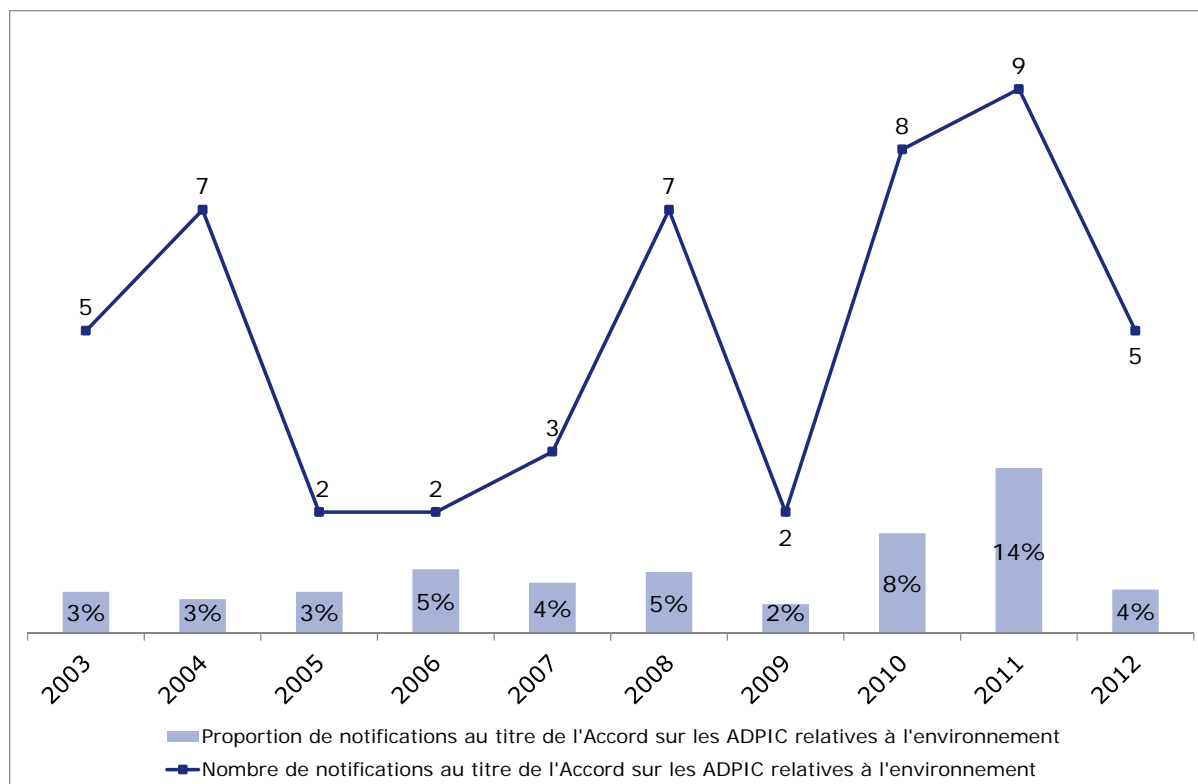
1.46. Sur les 139 notifications présentées en 2012 au titre de l'article 63:2 de l'Accord sur les ADPIC, 5 (4%) contenaient des dispositions relatives à l'environnement, qui concernaient l'exception de non-brevetabilité et la protection des renseignements non divulgués afin de préserver l'environnement. Les dispositions restantes relatives à l'environnement citées dans les notifications en rapport avec les ADPIC concernaient des règlements visant à encourager la conservation de la diversité biologique, l'utilisation durable de ses éléments et le partage juste et équitable des avantages découlant de l'utilisation des ressources génétiques, conformément à la Convention sur la diversité biologique.

1.3.3 Accord sur l'évaluation en douane

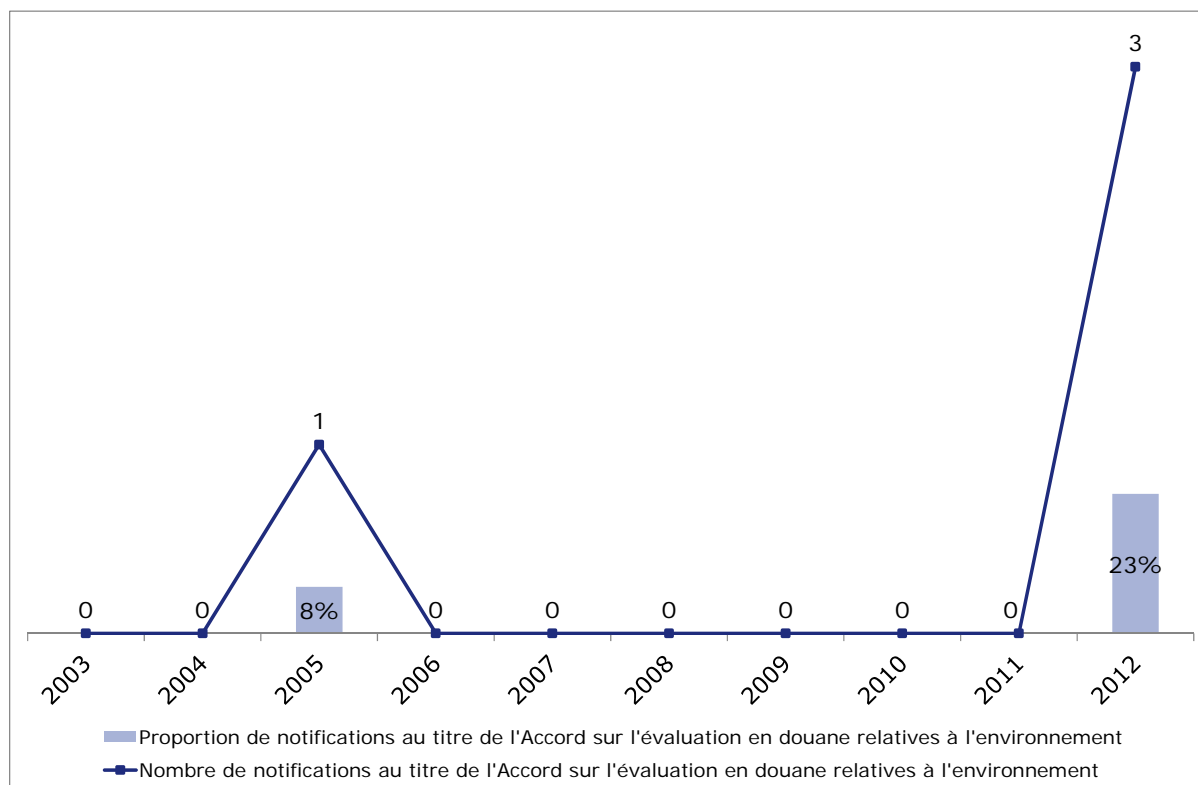
1.47. Pour la première fois depuis 2005, sur les 13 notifications²⁵ présentées en 2012 au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane, 3 (23%), notifiées par Cabo Verde, le Nicaragua et la Fédération de Russie, concernaient des dispositions du Code douanier de ces pays relatives à l'environnement et autorisant la prohibition et le contrôle des exportations et importations de marchandises afin de protéger l'environnement et la vie des animaux et de préserver les végétaux.

²⁵ Ce nombre comprend les notifications ordinaires ainsi que les addenda, corrigenda et révisions.

Graphique 1.20: Notifications au titre de l'Accord sur les ADPIC relatives à l'environnement (2003-2012)



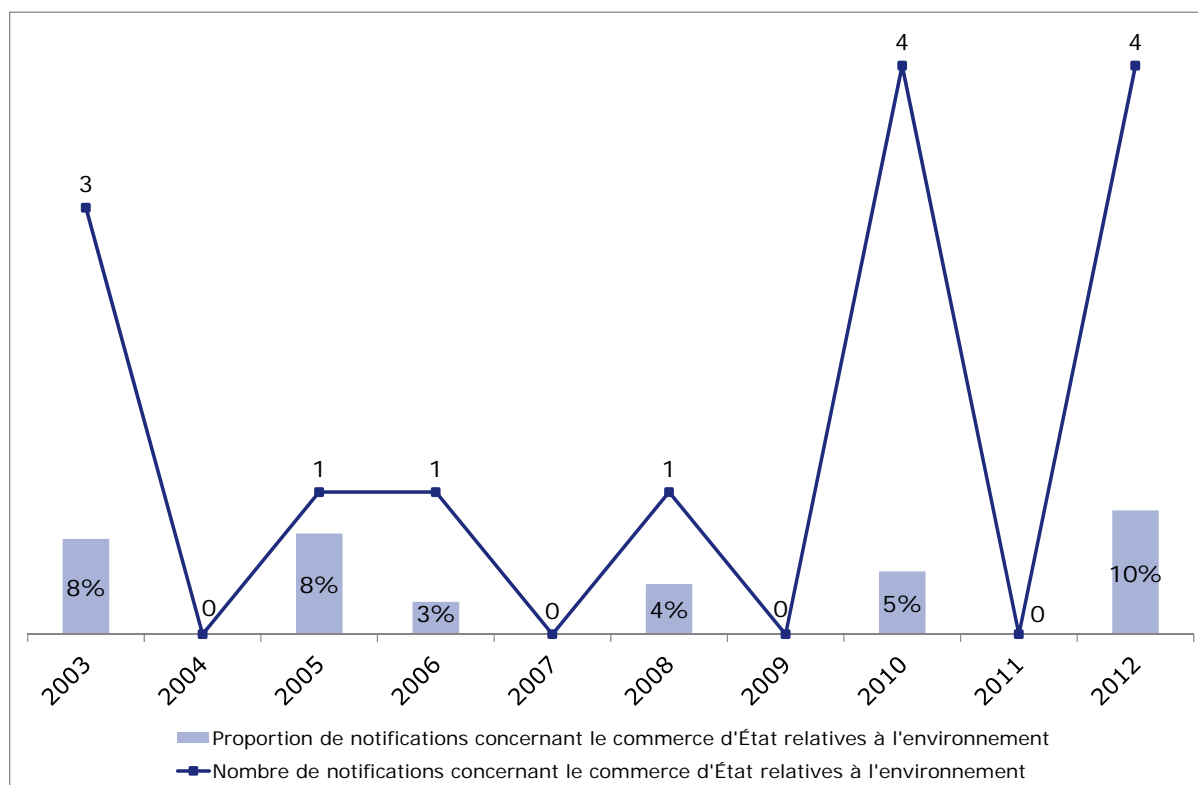
Graphique 1.21: Notifications au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane relatives à l'environnement (2003-2012)



1.3.4 Accord sur le commerce d'État

1.48. Sur les 39 notifications présentées en 2012 au titre de l'Accord sur le commerce d'État, 4 (10%) avaient trait à l'environnement. Les États-Unis ont présenté une notification concernant, entre autres choses, des restrictions quantitatives à la production d'hydroélectricité afin de gérer l'eau et de préserver et accroître les stocks de poissons et la faune sauvage. Les trois autres notifications, présentées par l'Inde, citaient des restrictions à l'exportation visant à conserver et à utiliser de façon appropriée des ressources naturelles épuisables, à savoir des minéraux et minerais.

Graphique 1.22: Notifications concernant le commerce d'État relatives à l'environnement (2003-2012)



2 NOTIFICATIONS D'ACCORDS COMMERCIAUX

2.1.1 Accords commerciaux régionaux (ACR), y compris le Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XXIV du GATT de 1994

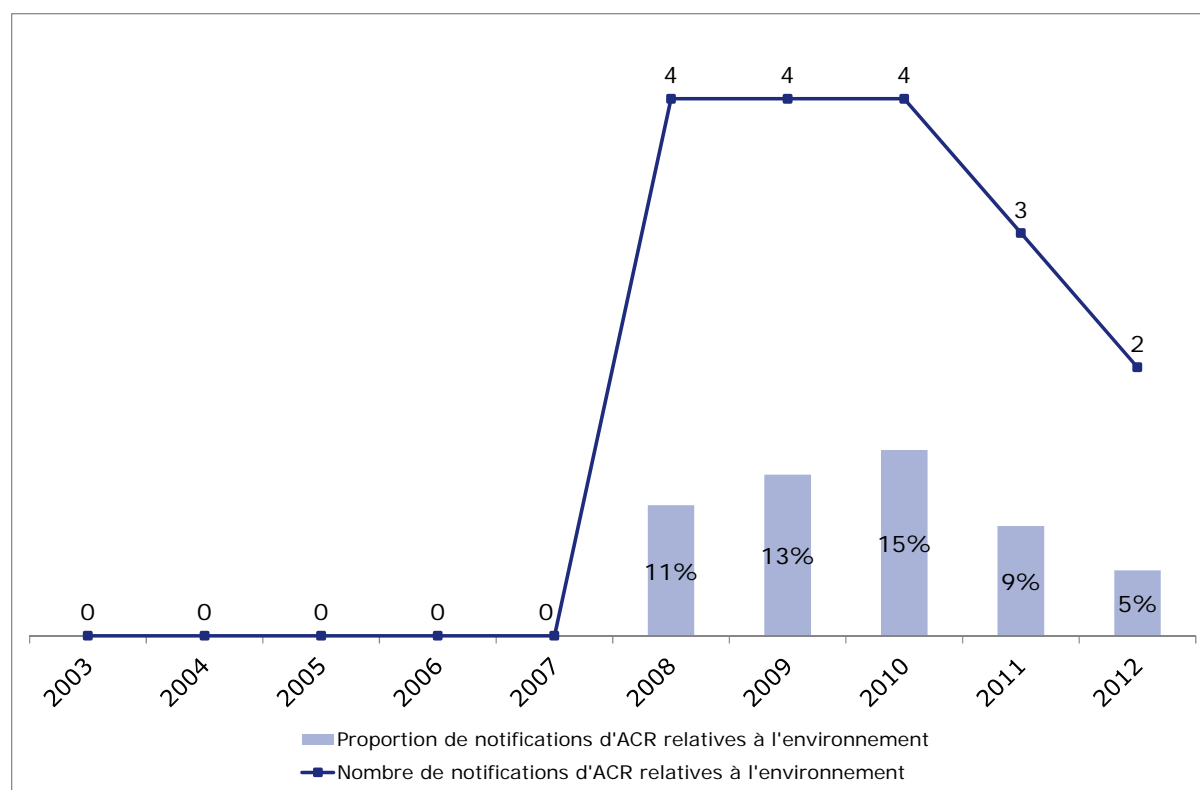
2.1. Sur les 37 notifications²⁶ présentées en 2012 au titre du Mémorandum d'accord concernant les ACR, 2 (5%) mentionnaient une question relative à l'environnement, en particulier certains chapitres en rapport avec le commerce et le développement durable ou le commerce et l'environnement.²⁷

2.2. Les deux ACR relatifs à l'environnement concernaient à la fois des pays en développement et des pays développés, à savoir l'Association européenne de libre-échange (AELE) et le Monténégro; et l'AELE et Hong Kong, Chine.

²⁶ Ce nombre comprend les notifications ordinaires ainsi que les addenda, corrigenda et révisions.

²⁷ Les statistiques ne tiennent compte que des mots clés utilisés dans le texte des notifications. Par conséquent, il n'est pas exclu que d'autres ACR notifiés dont il n'a pas été tenu compte ici contiennent également des dispositions relatives à l'environnement. On trouvera des renseignements pertinents sur les dispositions relatives à l'environnement dans le rapport élaboré par le Secrétariat de l'OMC pour chaque ACR notifié.

Graphique 2.1: Notifications d'ACR relatives à l'environnement (2003-2012)



3 RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LES EXAMENS DES POLITIQUES COMMERCIALES

3.1. La BDE contient en outre des renseignements sur les mesures, dispositions et programmes relatifs à l'environnement dont il est fait état dans les rapports d'examen des politiques commerciales établis par le Secrétariat et par les gouvernements. Les renseignements sont récapitulés sous trois rubriques: "Cadre de la politique commerciale", "Politiques et pratiques commerciales" et "Politique commerciale – Analyse par secteur". En règle générale, le "Cadre de la politique commerciale" comprend les politiques, plans et programmes environnementaux du gouvernement et sa politique d'investissement. Les politiques et pratiques commerciales relatives à l'environnement comprennent les restrictions quantitatives (par exemple interdictions et prohibitions, restrictions à l'importation et à l'exportation, contingents, mesures de contrôle, licences et permis); les prescriptions techniques (par exemple normes, règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité); et les taxes, prélèvements, subventions et autres formes de soutien public. Les secteurs liés à l'environnement comprennent l'agriculture, l'industrie, les services, l'énergie, la pêche, la sylviculture, les transports, les industries extractives et le tourisme.

3.2. Chacun des 19 examens des politiques commerciales (EPC)²⁸ effectués en 2012 faisait état de mesures ou de programmes relatifs à l'environnement, représentant 479 entrées.²⁹ Les mots clés trouvés le plus souvent étaient "environnement" (60% des 479 entrées), "énergie" (22%), "durable" (19%), "bio" (16%) et "ressources naturelles" (12%) (voir l'annexe V sur la fréquence des mots clés dans les EPC).

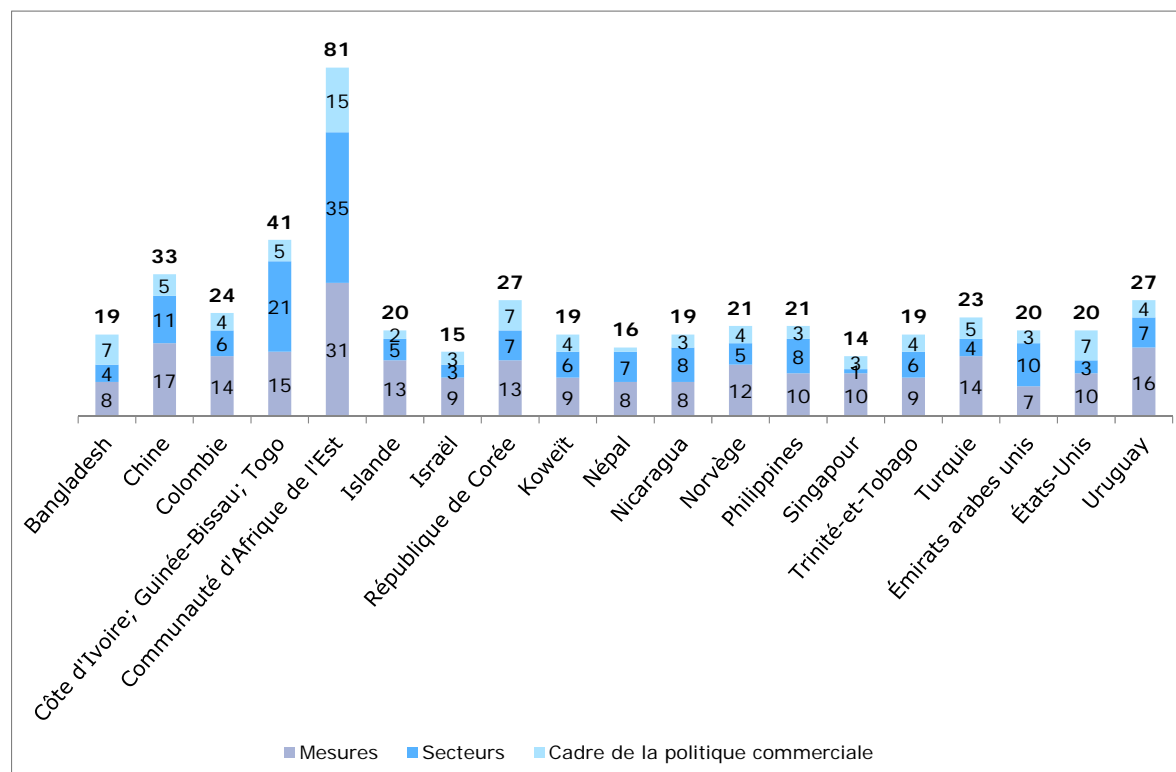
3.3. C'est dans l'EPC de la Communauté d'Afrique de l'Est (81 entrées), qui englobe le Burundi, le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie, dans celui de la Côte d'Ivoire, de la Guinée-Bissau et

²⁸ Pour les Membres suivants: Bangladesh; Chine; Colombie; Communauté d'Afrique de l'Est (Burundi, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie); Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau et Togo; Émirats arabes unis; État du Koweït; États-Unis; Islande; Israël; Népal; Nicaragua; Norvège; Philippines; République de Corée; Singapour; Trinité-et-Tobago; Turquie; et Uruguay.

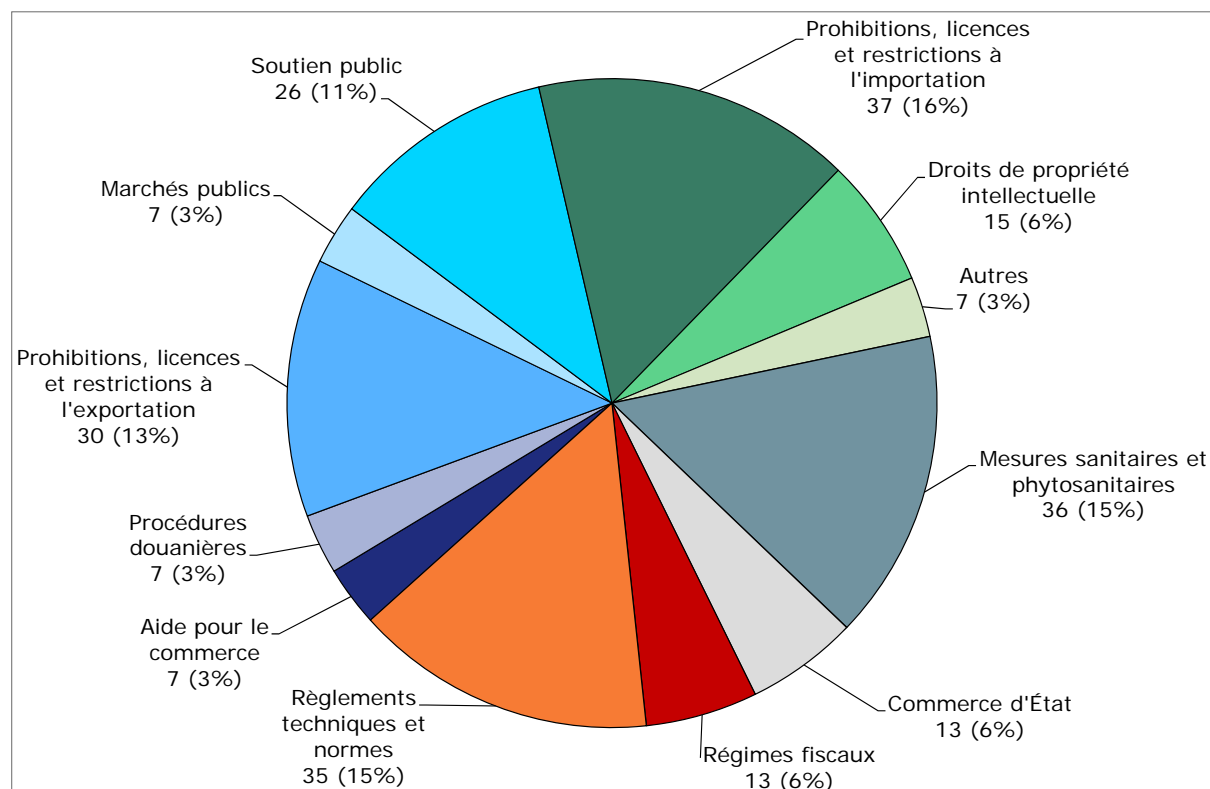
²⁹ Le nombre d'entrées liées à l'environnement concernant les examens des politiques commerciales correspond au nombre de fois que des mesures ou programmes relatifs à l'environnement sont mentionnés dans les rapports du Secrétariat et des gouvernements.

du Togo (41) et dans celui de la Chine (33) que le nombre des mesures ou programmes liés à l'environnement était le plus élevé.

Graphique 3.1: Mesures, dispositions et programmes relatifs à l'environnement mentionnés dans les EPC (2012)



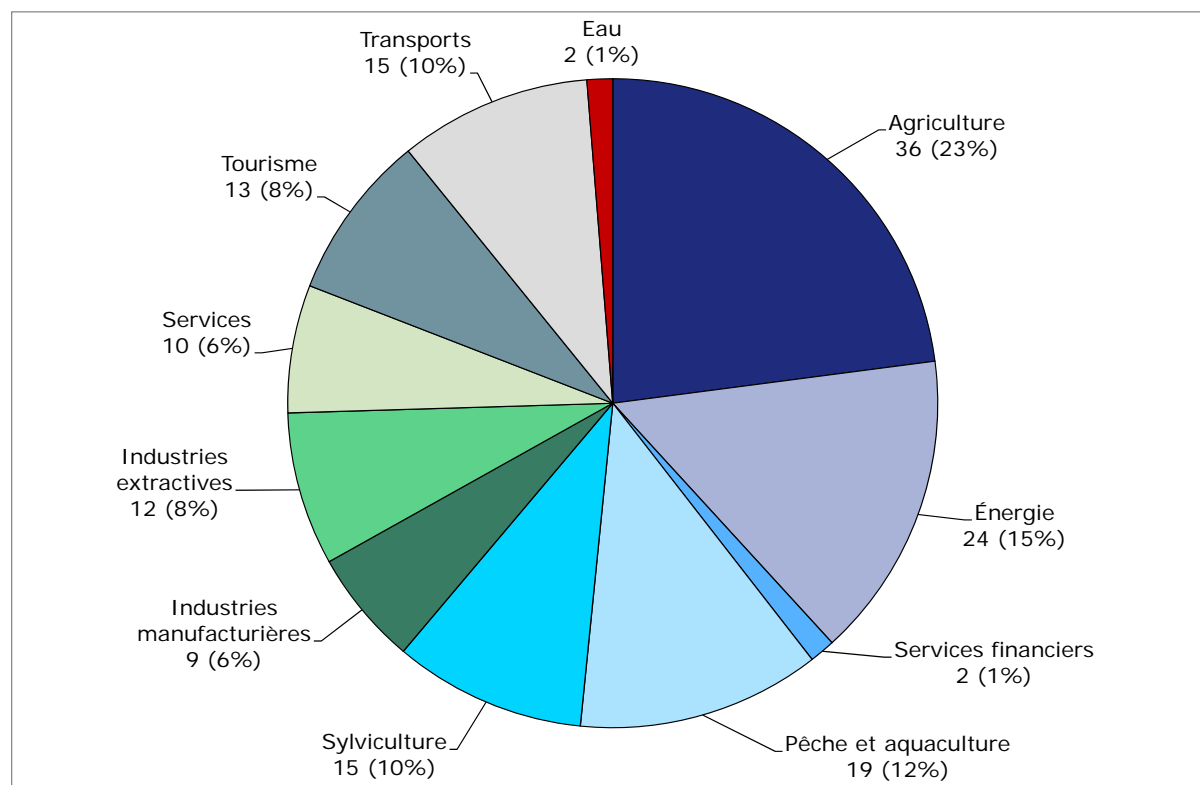
Graphique 3.2: Types de mesures liées à l'environnement mentionnés dans les EPC (2012)



3.4. Les mesures liées à l'environnement qui ont été signalées le plus souvent concernaient les prohibitions, restrictions, contrôles et licences à l'importation (16% des entrées concernant des mesures liées à l'environnement), les règlements techniques, évaluations de la conformité et normes (15%), les mesures sanitaires et phytosanitaires (15%) et les prohibitions, restrictions, contrôles et licences à l'exportation (13%). Les autres mesures liées à l'environnement citées dans les EPC concernaient le soutien public, y compris les incitations fiscales (11%), les droits de propriété intellectuelle (6%), les régimes fiscaux (par exemple les taxes à l'exportation et à l'importation, les impositions et prélèvements) (6%), le commerce d'État (6%), les marchés publics (3%), l'aide pour le commerce (3%), les procédures douanières (3%) et d'autres mesures telles que les droits de douane (3%).

3.5. S'agissant des politiques commerciales liées à l'environnement par secteur, les secteurs le plus souvent mentionnés étaient l'agriculture (23% des entrées concernant des mesures liées à l'environnement), suivie par l'énergie (15%), la pêche et l'aquaculture (12%), le transport, y compris le transport aérien et maritime (11%) et la sylviculture (10%). Les autres secteurs concernés par des mesures et programmes liés à l'environnement comprenaient les industries extractives (8%), le tourisme (9%) et les services, y compris les services financiers (8%), les industries manufacturières (6%) et l'eau (1%).

Graphique 3.3: Secteurs concernés par des mesures liées à l'environnement mentionnées dans les EPC (2012)



4 ANNEXES

Annexe I : Mots clés liés à l'environnement convenus par les Membres en 1999³⁰

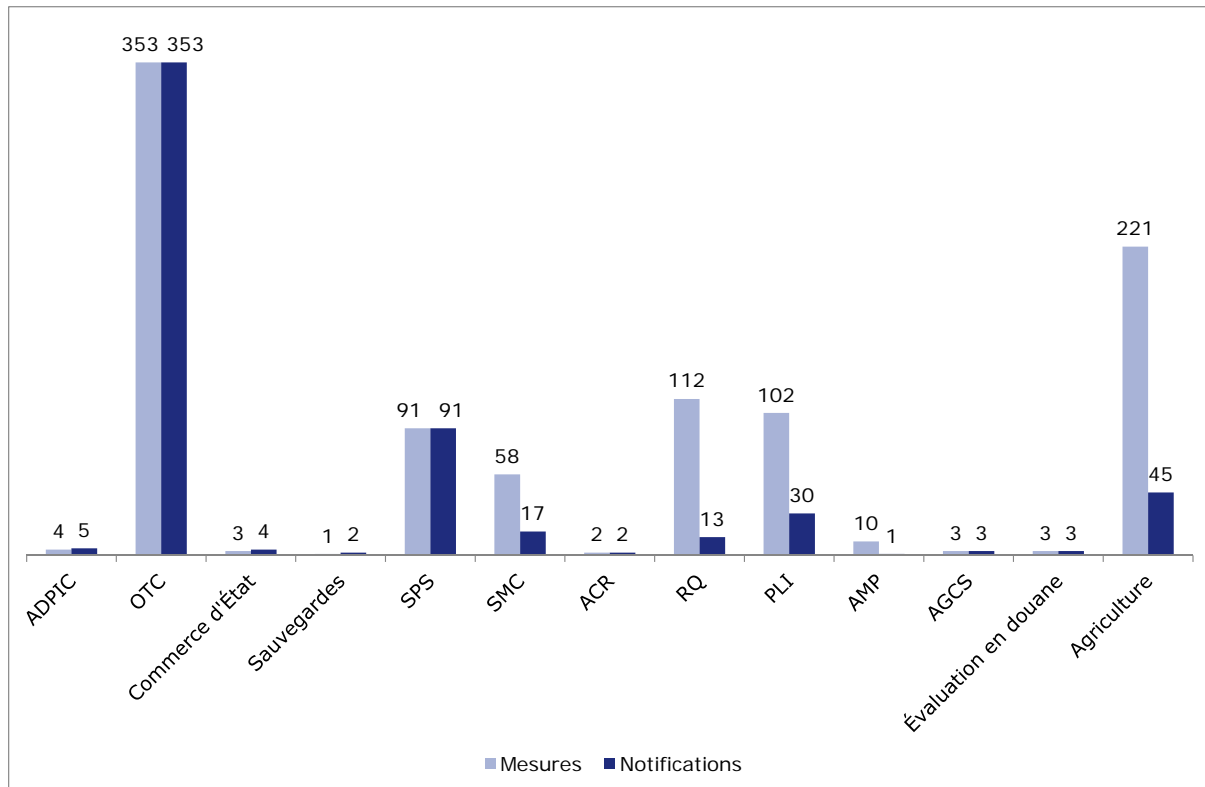
Arbre	Faune
Bio	Flore
Biologique	Forêt
Bois	Gaz à effet de serre
Carbone	Génétique
Cartagena	HCFC
CFC	Indigène
CITES	Marquage
Climat	Menacé d'extinction
Conserv(ation)	Nouveau
Convention de Bâle	Organisme modifié
Dangereux	Ozone
Déchets	Poissons
Désertification	Pollution
Diversité	Préservation
Durable	Préserver
Écoétiquetage	Propre
Écologie	Protocole de Kyoto
Économie	Protocole de Montréal
Emballage	Recycler
Émissions	Renouvelable
Énergie	Ressources naturelles
Environnement	Serre
Érosion (du sol)	Toxique
Espèces	Vie sauvage
Extinction	

³⁰ Voir aussi les documents suivants contenant des renseignements sur les mots clés: WT/CTE/W/46, WT/CTE/W/78 et WT/CTE/W/102.

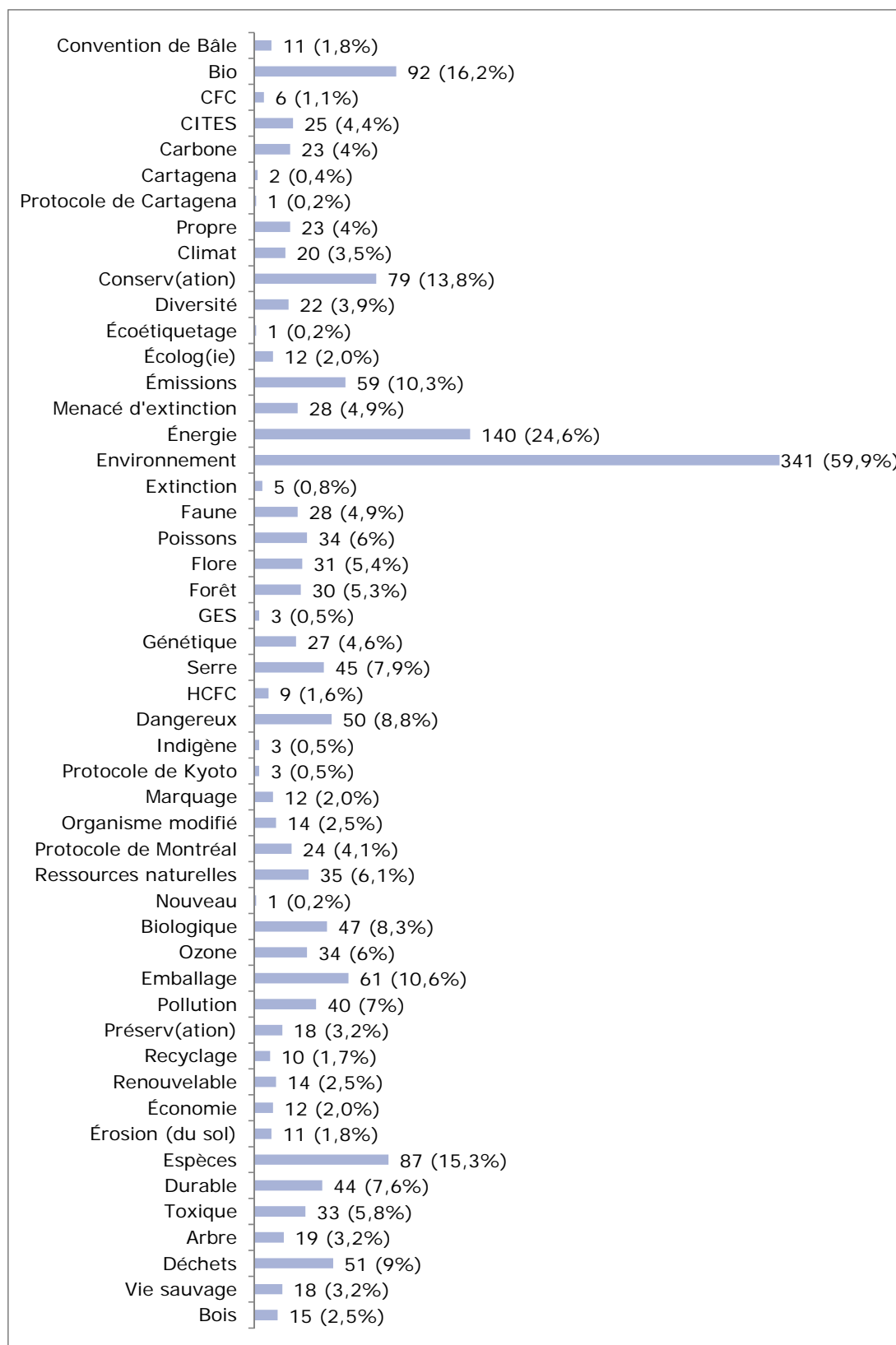
Annexe II: Nombre de notifications relatives à l'environnement³¹ (2003-2012)

Accords de l'OMC	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
OTC	100 (794)	107 (638)	121 (771)	155 (874)	168 (1 032)	238 (1 265)	274 (1 490)	270 (1 413)	268 (1 216)	353 (1 551)
SPS	50 (687)	57 (612)	105 (1 298)	140 (901)	98 (849)	84 (889)	81 (737)	83 (1 051)	76 (1 007)	91 (856)
SMC	34 (171)	13 (122)	27 (168)	8 (97)	33 (164)	5 (99)	40 (181)	8 (117)	47 (140)	17 (108)
Agriculture	34 (173)	29 (157)	25 (148)	24 (126)	32 (119)	24 (137)	36 (210)	49 (195)	44 (182)	45 (203)
Antidumping	2 (155)	3 (134)	0 (127)	0 (112)	0 (118)	0 (134)	0 (157)	0 (164)	0 (127)	0 (133)
PLI	16 (57)	12 (40)	20 (45)	19 (62)	13 (65)	20 (51)	23 (82)	21 (72)	23 (78)	30 (85)
Sauvegardes	1 (147)	3 (75)	1 (80)	0 (86)	0 (59)	0 (73)	0 (171)	0 (106)	2 (64)	2 (89)
Évaluation en douane	0 (11)	0 (17)	1 (13)	0 (1)	0 (9)	0 (12)	0 (6)	0 (4)	0 (4)	3 (13)
Commerce d'État	3 (38)	0 (43)	1 (12)	1 (37)	0 (20)	1 (24)	0 (29)	4 (77)	0 (8)	4 (39)
ACR	0 (56)	0 (70)	0 (63)	0 (30)	0 (25)	4 (37)	4 (30)	4 (26)	3 (33)	2 (37)
ADPIC	5 (147)	7 (251)	2 (59)	2 (38)	3 (72)	7 (139)	2 (84)	8 (97)	9 (66)	5 (139)
AGCS	0 (41)	4 (52)	1 (53)	1 (29)	0 (41)	0 (49)	0 (68)	2 (45)	1 (38)	3 (66)
RQ	2 (8)	7 (10)	1 (6)	2 (8)	3 (6)	4 (12)	2 (8)	1 (6)	2 (8)	13 (14)
MIC	0 (13)	0 (12)	0 (14)	0 (14)	0 (13)	0 (9)	0 (21)	0 (18)	0 (4)	0 (4)
Dispositions relatives à la balance des paiements	0 (0)	0 (1)	0 (1)	0 (0)	0 (1)	0 (0)	0 (9)	0 (6)	0 (0)	0 (0)
Inspection avant expédition	0 (0)	0 (1)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (1)	0 (0)	0 (2)	0 (2)	0 (4)
Règles d'origine	0 (4)	0 (3)	0 (2)	0 (1)	0 (7)	0 (4)	0 (5)	0 (4)	0 (8)	0 (14)
AMP	0 (8)	1 (11)	5 (11)	4 (10)	3 (8)	8 (14)	18 (29)	3 (32)	2 (16)	1 (13)
Technologies de l'information	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)	0 (0)
Autres notifications	0 (3)	1 (7)	1 (3)	1 (2)	0 (5)	0 (8)	0 (4)	0 (6)	0 (9)	0 (6)
Total des notifications relatives à l'environnement	247 (2 513)	244 (2 256)	311 (2 874)	357 (2 428)	353 (2 613)	395 (2 957)	481 (3 321)	453 (3 441)	477 (3 010)	569 (3 374)
Pourcentage de notifications relatives à l'environnement	9,8%	10,8%	10,8%	14,7%	13,5%	13,4%	14,5%	13,2%	15,8%	16,9%

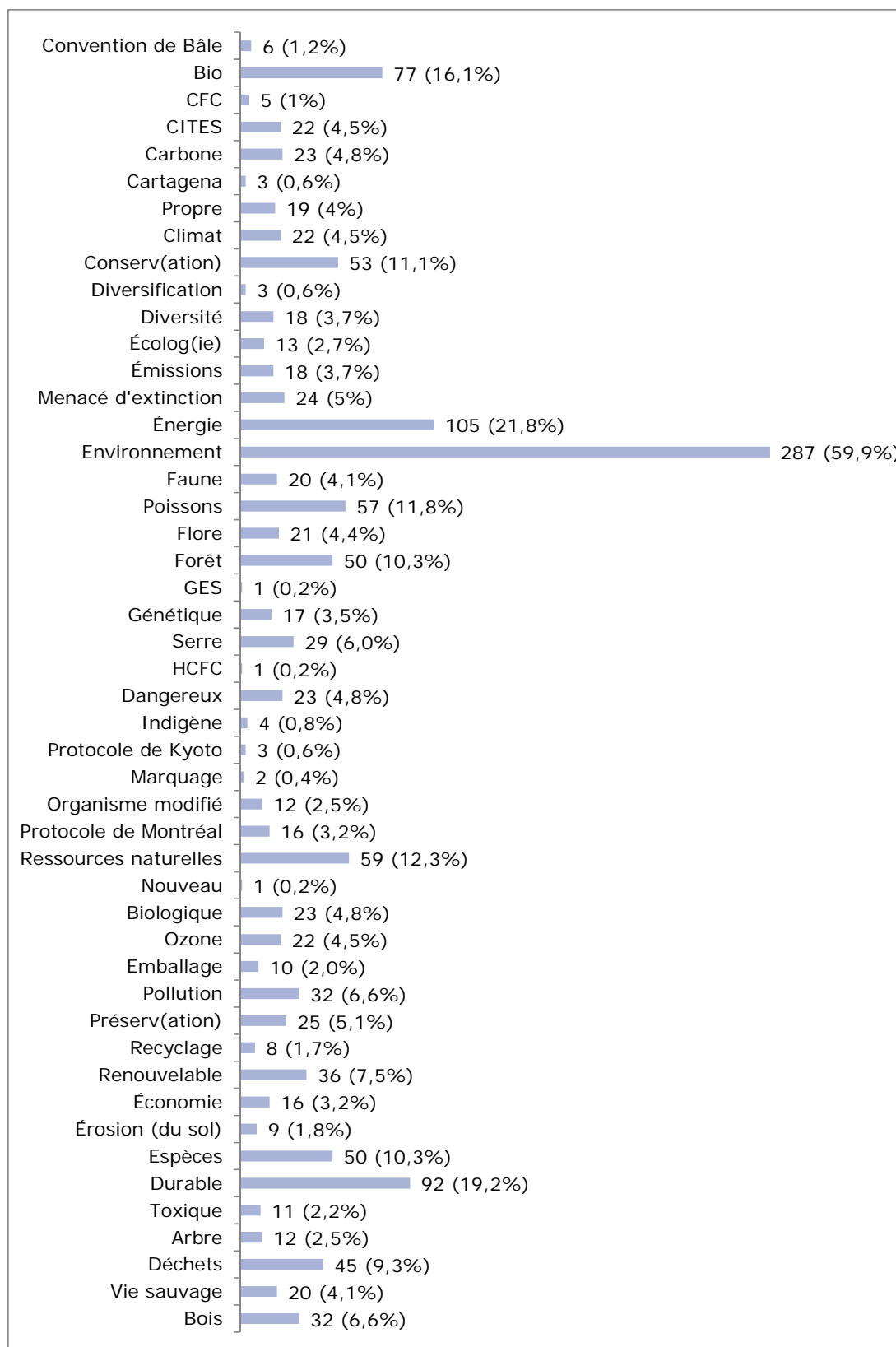
³¹ Les chiffres entre parenthèses représentent le nombre total de notifications, y compris les addenda, corrigenda et révisions (sauf dans le cas des notifications OTC et SPS), présentées au titre de chaque Accord de l'OMC pertinent.

Annexe III : Nombre de notifications et mesures liées à l'environnement³² (2012)

³² Dans de nombreux cas, les notifications ont trait à plus d'une mesure.

Annexe IV: Fréquence des mots clés dans les notifications en 2012³³

³³ Les chiffres entre parenthèses correspondent au pourcentage des mesures mentionnant un mot clé donné par rapport au total des mesures mentionnées dans l'ensemble des notifications relatives à l'environnement qui ont été compilées.

Annexe V: Fréquence des mots clés dans les EPC en 2012³⁴

³⁴ Les chiffres entre parenthèses correspondent au pourcentage des entrées d'EPC concernant des mesures liées à l'environnement mentionnant un mot clé donné par rapport au total des entrées d'EPC concernant des mesures liées à l'environnement.

Annexe VI: Abréviations

AEM	Accords environnementaux multilatéraux
CFC	Chlorofluorocarbones
CIPV	Convention internationale pour la protection des végétaux
CITES	Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
Convention de Bâle	Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination
Convention de Rotterdam	Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international
Convention de Stockholm	Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants
EPC	Examen des politiques commerciales
GES	Gaz à effet de serre
HCFC	Hydrochlorofluorocarbones
OTC	Obstacles techniques au commerce
Protocole de Cartagena	Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques de la Convention sur la diversité biologique
Protocole de Kyoto	Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques
Protocole de Montréal	Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone
R-D	Recherche-développement
SPS	Sanitaire et phytosanitaire

Annexe VII : Guide de l'utilisateur de la BDE électronique

A. Quels types de renseignements y a-t-il dans la BDE électronique?

1. La BDE électronique compile dans un classeur Excel toutes les notifications liées à l'environnement présentées au titre des différents Accords de l'OMC ainsi que les mesures et activités liées à l'environnement dont il est fait état dans les EPC.³⁵ Elle permet aux utilisateurs de parcourir les renseignements de la BDE liés à l'environnement selon certains critères, par exemple par Membre, Accord, type de mesure, produit, activité ou objectif environnemental.

2. Le classeur Excel contient deux principales feuilles de calcul: l'une consacrée aux notifications ("Notifications"), qui énumère toutes les notifications liées à l'environnement, et l'autre consacrée aux EPC ("TPR"), qui fournit les renseignements liés à l'environnement figurant dans les EPC. Par ailleurs, une troisième feuille de calcul, intitulée "Summary" (Récapitulatif), permet aux utilisateurs d'extraire des tableaux et graphiques récapitulatifs prédéfinis.

A.1. Feuille de calcul "Notifications" (Notifications)

3. Cette feuille de calcul donne les renseignements suivants:

- Agreement (Accord): l'Accord de l'OMC au titre duquel la notification est présentée;
- Document symbol (Cote du document): la cote de la notification (si elle est disponible);
- Document link (Lien vers le document): le lien Web vers la notification via le site Internet de Documents en ligne de l'OMC (<http://docsonline.wto.org/>);
- Notifying Member (Membre notifiant): le Membre qui notifie la mesure en rapport avec l'environnement;
- Region group (Groupe régional): la région du Membre notifiant;
- Development status (Stade de développement): le stade de développement du Membre notifiant;
- Year (Année): l'année de la notification;
- Notification pursuant to (Notification au titre de): les dispositions de l'accord pertinent au titre desquelles la notification est présentée;
- Measure description (Description de la mesure): une description de la mesure indiquée dans la notification;
- Type of measure (Type de mesure): le type de mesure indiquée dans la notification;
- Subject to the measure (Objet de la mesure): produits/activités faisant l'objet de la mesure notifiée;
- ICS – HS code (Code ICS – SH): classification ICS ou SH des produits pertinents (le cas échéant);
- Implementation period (Période de mise en œuvre): la période de mise en œuvre ou la date d'entrée en vigueur de la mesure notifiée;
- Environment-related objective (Objectif environnemental): l'objectif de la mesure lié à l'environnement; et

³⁵ WT/CTE/EDB/12/Add.1.

- Keywords (Mots clés): le mot clé en rapport avec l'environnement figurant dans la notification (voir l'annexe II).
4. Trois catégories harmonisées ont également été créées pour faciliter la recherche:
- Category of environment-related objectives (Catégorie d'objectifs liés à l'environnement);
 - Category of measures (Catégorie de mesures); et
 - Category of products/activities (Catégorie de produits/activités).

A.2. Feuille de calcul "TPRs" (EPC)

5. Cette feuille de calcul donne les renseignements suivants:
- Type of TPR (Type d'EPC): les rapports d'EPC établis par le Secrétariat (S) ou par le Membre (M);
 - Document symbol (Cote du document): la cote du rapport d'EPC;
 - Document link (Lien vers le document): le lien Web vers le rapport d'EPC via le site Internet de Documents en ligne de l'OMC (<http://docsonline.wto.org/>);
 - Document reference (Référence du document): la référence au numéro de paragraphe "S" du texte original du rapport d'EPC;
 - Member (Membre): le Membre faisant l'objet de l'EPC;
 - Region group (Groupe régional): la région du Membre;
 - Development status (Stade de développement): le stade de développement du Membre;
 - Year (Année): l'année de publication du rapport d'EPC;
 - Type of information (Type de renseignements): le type de renseignements concernant l'environnement qui figurent dans le rapport d'EPC;
 - Type of measures or sectors (Type de mesures ou secteurs): la mesure ou le secteur associé aux renseignements concernant l'environnement;
 - Relevant information (Renseignements pertinents): une description de la mesure, de la disposition ou du programme lié à l'environnement; et
 - Keywords (Mots clés): le mot clé figurant dans le rapport d'EPC (voir l'annexe II).

A.3. Feuille de calcul "Summary" (Récapitulatif)

6. Cette feuille de calcul fournit des renseignements et graphiques prédéfinis sur les notifications en rapport avec l'environnement pour chaque Accord de l'OMC et mesure mentionnés dans le rapport d'EPC.

B. Comment utiliser la BDE électronique?

7. Le classeur Excel permet d'effectuer des recherches incluant toutes les variables mentionnées ci-dessus en utilisant la fonction de filtre. En cliquant sur la flèche située en bas à droite de l'intitulé de la variable sélectionnée, les utilisateurs peuvent soit sélectionner l'information sur une liste déroulante (voir la colonne gauche du graphique 4.1), soit saisir les renseignements pertinents (voir la colonne droite du graphique 4.1).

8. Il est également possible d'effectuer une recherche en utilisant des critères multiples, par exemple pour rechercher toutes les notifications présentées par un pays ou une région donné/un groupe à tel ou tel stade de développement, avec un objectif environnemental ou un type de mesure spécifique.

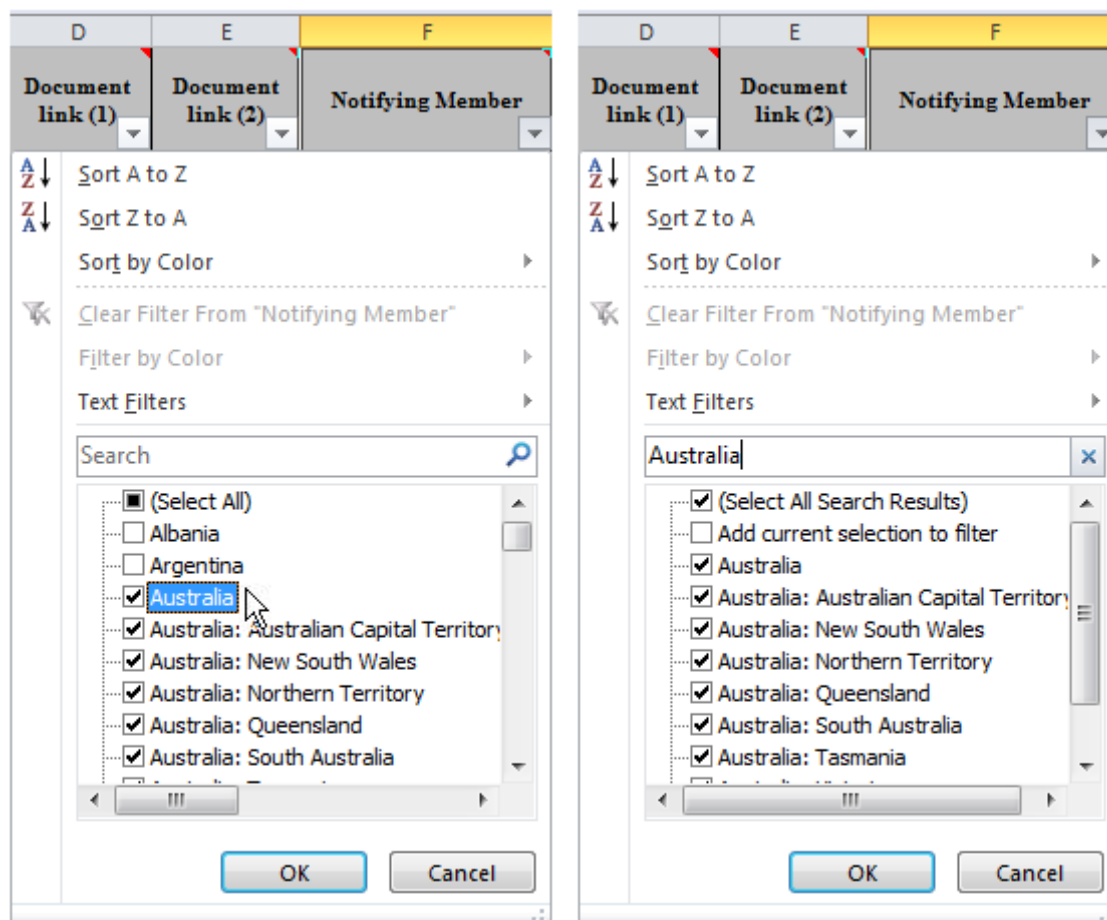
9. Il est possible de retrouver toutes les notifications OTC qui contiennent des mesures de spécification de performance/d'efficacité pour promouvoir les économies d'énergie et l'efficacité énergétique en procédant de la manière suivante:

- a. sélectionner la feuille de calcul "Notifications" (Notifications);
- b. sélectionner l'Accord OTC dans la colonne "Agreement" (Accord) en cliquant sur la flèche en bas à droite et en tapant "TBT" (OTC) dans la fenêtre de recherche;
- c. sélectionner le type de mesure dans la colonne "Category of type of measure" (Catégorie du type de mesure) en cliquant sur la flèche en bas à droite de l'intitulé et en tapant "performance/efficiency specification" (spécification de performance/d'efficacité) dans la fenêtre de recherche;
- d. sélectionner le type de mesure dans la colonne "Category of environment-related objective" (Catégorie d'objectif environnemental) en cliquant sur la flèche en bas à droite de l'intitulé et en tapant "energy conservation and efficiency" (économies d'énergie et efficacité énergétique) dans la fenêtre de recherche.

10. Une fois la recherche effectuée, pour revenir à la base de données générale, il est impératif de suivre l'ordre inverse de la sélection:

- a. cliquer sur la flèche en bas à droite de l'intitulé de la variable "Category of environment-related objective" (Catégorie d'objectif environnemental) et sélectionner "Select All" (Tout sélectionner);
- b. cliquer sur la flèche en bas à droite de l'intitulé de la variable "Category of type of measure" (Catégorie du type de mesure) et sélectionner "Select All" (Tout sélectionner);
et
- c. cliquer sur la flèche en bas à droite de l'intitulé de la variable "Agreement" (Accord) et sélectionner "Select All" (Tout sélectionner).

Graphique 4.1: Fonction de recherche



11. Une fois les données sélectionnées au moyen du filtre, l'utilisateur peut imprimer les résultats en cachant les variables qui ne l'intéressent pas (sélectionnez la colonne, faites un clic droit et sélectionnez l'option "hide" (cacher)). En outre, l'utilisateur peut choisir grâce à son pilote d'imprimante une taille d'impression permettant l'affichage de toutes les colonnes sélectionnées sur une seule page.